MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 735 **26 mars 2013**

SOMMAIRE

Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A. 35265
FGP IV S.à r.l. 35278
Green House Technology S.à r.l. 35238
Greenship Gas Luxembourg 35234
H B M S.A. S.P.F. 35234
HC Luxembourg IV S. à r.l. 35238
Heerema Marine Contractors Finance (Luxembourg) S.A. 35234
Holding de Diversification Financière Prudentielle S. à r.l. 35237
HSB Lux S.à r.l. 35234
Iacobi Günther Capital S.A. 35235
ICAP Luxembourg Holdings (No.1) S.à.r.l. 35235
Immo-Light 35238
Immo-One 35235
Immo Zolwerfeld s.à r.l. 35238
Ingenium Engineering S.A. 35235
International Hotel Licensing Company S.à r.l. 35239
IP Invest Property S.A. 35239
I-Wo 8 35240
Jade & Co Sàrl 35236
Jaouen S.A. 35236
Japan Logistics Topco S.à r.l. 35237
Javi International S.A. 35235
Jeans Century Invest S.A. 35237
JMC Fresh Pineapples & Exotic Flowers S.à.r.l. 35237
Joclo Invest S.A. 35237
Kalior Invest S.A. 35236
KEV Germany INDUSTRIAL S.à r.l. 35236
Key Business Services S.A. 35236
Lemar S.A. 35239
Loriot Corp. S.A.-SPF 35238
Lux-Carrelages REITER Sàrl 35259
Lux G Technology S.A. 35239
Majestic Properties 35239
Nirzevka B.V./S. à r.l. 35249
Ragon S.A. 35240
Roofland S.A. 35234
Turret Funding & Co S.C.A. 35280
Unitas S.A. 35277
Unitas S.A. SPF 35277
Valorimmo Invest S.A. 35262
VHL Sàrl 35263

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Greenship Gas Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 171.948.

—

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024604/9.

(130029863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

H B M S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 102, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 49.091.

—

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024605/9.

(130030241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Heerema Marine Contractors Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31-33, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 102.466.

—

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024618/9.

(130029815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

HSB Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 64, rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 109.098.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024624/9.

(130029996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Roofland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 98.908.

—

Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 3. Oktober 2012

Es wurde wie folgt beschlossen:

1) Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung, den Rücktritt von Herrn Werner RINGS, wohnhaft in B-4760 Büllingen, Geissberg 4, von seinem Mandat als Verwaltungsratsmitglied anzunehmen.

2) Die Generalversammlung beschließt, mit sofortiger Wirkung, Frau Marianne MEURER-PIP, Kauffrau, geboren am 3. Mai 1968 in Sankt Vith (B), wohnhaft in B-4780 Sankt Vith, Aachener Straße 5, zum Verwaltungsratsmitglied zu ernennen. Ihr Mandat endet mit der Ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 18. Februar 2013.

Für ROOFLAND S.A., Aktiengesellschaft

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013024247/18.

(130029187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Ingenium Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 96.968.

—

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024629/9.

(130030014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Iacobi Günther Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 66.495.

—

Les comptes de liquidation au 30.11.2012 en remplacement du dépôt LD130023256 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024634/10.

(130030255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

ICAP Luxembourg Holdings (No.1) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 793.655.300,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 117.079.

—

Rectificatif du dépôt L130010080 déposé le 16/01/2013

Cette version remplace la version déposée antérieurement

Les Comptes Annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013024635/13.

(130030150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Immo-One, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 119.163.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024628/10.

(130029912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Javi International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.061.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JAVI INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013024657/12.

(130029665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

KEV Germany INDUSTRIAL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.838.

—

Le bilan de la société au 30 juin 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013024667/12.

(130029740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Key Business Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 88.805.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

KEY BUSINESS SERVICES S.A.

Signature

Référence de publication: 2013024668/12.

(130029800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Kalior Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 163.821.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013024665/10.

(130029905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Jade & Co Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 12, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 159.835.

—

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg. Signature.

Référence de publication: 2013024655/10.

(130029633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Jaouen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 84.201.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013024656/10.

(130029808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Japan Logistics Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.887.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Dépôt rectificatif du dépôt R.C.S. N° L130026967

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024650/10.

(130029837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Jeans Century Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 148.672.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024660/10.

(130029640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

JMC Fresh Pineapples & Exotic Flowers S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 4, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 160.866.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour JMC FRESH PINEAPPLES & EXOTIC FLOWERS S.à r.l.

Jean-Marie CODJIA

Gérant

Référence de publication: 2013024661/13.

(130030222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Joclo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 71.860.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JOCLO INVEST S.A.

Référence de publication: 2013024662/10.

(130029659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Holding de Diversification Financière Prudentielle S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.355.

—

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Damien Nussbaum

Gérant

Référence de publication: 2013024614/11.

(130029867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Green House Technology S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 102, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 145.852.

—

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024603/10.

(130030278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Immo Zolwerfeld s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8325 Capellen, 9, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.731.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024639/10.

(130030147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Immo-Light, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 141.836.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024640/10.

(130029910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

HC Luxembourg IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 141.309.

—

Dépôt rectificatif concernant le dépôt n°L130028722 déposé le 15 février 2013

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2013.

Référence de publication: 2013024617/11.

(130029545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Loriot Corp. S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.279.

—

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LORIOT CORP S.A.-SPF (en liquidation)

Société anonyme

Le domiciliataire

Référence de publication: 2013024698/13.

(130029618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

International Hotel Licensing Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 153.340.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 67.136.

—

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024648/10.

(130030075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

IP Invest Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 64.076.

—

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013024649/10.

(130030256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Lemar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 124.138.

—

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013024687/10.

(130030264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Lux G Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 117.533.

—

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013024701/13.

(130029825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Majestic Properties, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 110.586.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013024710/11.

(130030085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Ragon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 65.626.

—

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 27 décembre 2012

Il résulte dudit procès-verbal:

1. Adoptant les conclusions du rapport du commissaire-vérificateur l'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserves ni restrictions, au liquidateur Monsieur Ole Einar GJERDE résidant à Nordethov, 3512 Honefoss, Norvège de sa gestion de liquidateur de la société, ainsi qu'au commissaire-vérificateur Monsieur Jeannot DIDERRICH, résidant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L – 1140 à Luxembourg.

2. Tous les documents et les livres de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans au 45-47, route d'Arlon, à L-1140 Luxembourg.

3. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société RAGON S.A. a définitivement cessé d'exister.

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2013024239/21.

(130029217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2013.

I-Wo 8, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 174.523.

—

In the year two thousand and thirteen.

On the seventeenth day of January.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

The private limited liability company I-Wohnen S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 172166, with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

represented by Mr. Max MAYER, private employee, residing professionally at Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present partner of the private limited company (société à responsabilité limitée) "I-Wo 8", having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, in process of registration with R.C.S. Luxembourg, incorporated by deed of Maître Jean SECKLER, pre-named, on January 14, 2013, in process of being published in the Mémorial C.

The appearing party, acting in her capacity of sole shareholder of the Company representing the whole corporate capital, has taken in the present extraordinary general meeting the following resolution:

Sole resolution

The articles of association are fully restated and will henceforth have the following wording:

" **Art. 1. Formation of the company.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10 th August, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Corporate object.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to promoting, managing, acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The Company may further, in particular in relation to real estate properties, render administrative, technical, financial, economic or managerial services to other companies, persons or enterprises which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same shareholders of the Company.

2.7. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The private limited liability company will have the name "I-Wo 8 S.á r.l.".

Art. 5. Registered office.

5.1. The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3. The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the board of managers.

5.4. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Capital - Share

Art. 6. The capital is set at TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) divided into TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED (12,500) shares of ONE EURO (1.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of shareholders.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10.

10.1. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

10.2. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

10.3. Corporate details regarding the shareholders of the Company and any transfer of shares shall be reflected in the Company's share register.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Management

Art. 12.

12.1. The Company is managed by a board of managers (conseil de gérance) composed of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

12.2. The managers may be dismissed ad nutum.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

12.3. The shareholders and the Company shall ensure that the central management and control of the Company is exercised and substantiated in Luxembourg (and in any case outside the United-Kingdom and Germany).

12.4. The board of managers may from time to time dub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not to be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

12.5. The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13.

13.1. The board shall have responsibility for the supervision, management, overall direction and decision making of the Company and its business in accordance with the Law save in respect of those matters which are specifically reserved by the Law or these Articles, to the general meeting of shareholders.

13.2. In dealing with third parties, the board will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided that the terms of these Articles shall have been complied with.

13.3. The quorum for any meeting of the board shall be two (2) managers.

13.4. The board shall decide on matters by simple majority vote and each manager shall have one vote at any meeting of the board.

13.5. The chairman shall be elected among the managers and as chairman will have a casting vote in case of parity of votes.

13.6. Unless provided otherwise herein in these Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two managers.

13.7. Subject to the terms of these Articles, the managers may, without prior board meeting, carry out the following actions on behalf of the board provided that the relevant action has been approved in advance (either specifically or in a general approval) by the Company's shareholder(s):

- concluding, amending or terminating any commercial lease agreement on the part of the Company;

- concluding, amending or terminating any residential lease agreement on the part of the Company where the total annual net rent (excluding any ancillary costs) per lease is equal or greater than EUR 15,000 (fifteen thousand Euro) provided that this is in accordance with any business plan in relation to the Company or to a Connected Company;

- initiating litigation or engaging advisors on behalf of the Company in relation thereto;

- concluding any contract for the refurbishment and/or maintenance of any asset in accordance with any business plan on the part of the Company or of a Connected Company where the amount payable under such contract is equal or greater than EUR 10,000 (ten thousand Euro);

- concluding of confidentiality and insurance agreements on the part of the Company;

- concluding any agreement on the part of the Company other than where such conclusion is reserved to the board pursuant to clause 13.8; and

- opening bank accounts and making payments on behalf of the Company,

and in carrying out any of the actions described in this clause the relevant manager may have regard to recommendations of an asset manager.

13.8. Subject to the provisions of these Articles, the following matters may only be taken at a board meeting or by a written resolution signed by such number and type of managers who could, on their own, form a quorum and approve the matter concerned at a duly convened meeting of the board provided that the relevant action has been approved in advance (either specifically or in a general approval) by the Company's shareholder(s):

- concluding any agreement on the part of the Company relating to the receipt or provision of finance (including the renewal, extension or refinancing of any previous financing) or relating to hedging arrangements or the provision of any guarantee, security or indemnity;

- concluding any agreement on the part of the Company in relation to the acquisition or sale of any asset;

- deciding all significant standard terms which must be included in any lease of any asset which is to be entered into by the Company; and

- concluding any contract on the part of the Company relating to the refurbishment and/or maintenance of any asset not in accordance with the any business plan in relation to the Company or to a Connected Company.

13.9. Any decision relating to any of the following matters shall require the prior written consent of the general meeting of shareholders or, as the case may be, of the sole shareholder

- acquisition of any property, shares, bonds, debt or any other interest or commitment other than where this is done in accordance with, or in order to implement a matter approved in any business plan relating to the Company or to a Connected Company;

- disposal of any asset or property which has not been provided for in any business plan relating to the Company or to a Connected Company;

- commencement or settlement of material litigation;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- entry or termination of any material contract (being a contract of a value of more than EUR 50,000 (fifty thousand Euro) per annum;

- grant of any guarantee or indemnity by the Company or any of its subsidiaries (other than in the ordinary course of business);

- appointment, termination and replacement of appointment of any material parties relevant to the existence and operation of the Company other than an asset manager;

- adoption or material amendment to any business plan relating to the Company or to a Connected Company;

- any arrangement for any joint venture or partnership as between the Company and another person or for the acquisition of the whole or substantially the whole of the assets and undertaking of the Company or an acquisition by the Company of any part of the issued share capital or of the assets and undertaking of another person; and

- any transaction between the Company and a shareholder or an associated company or affiliate of a shareholder and any transaction which is not on arm's length terms and in the ordinary course of business.

Art. 14.

14.1. Meetings of the board of managers shall be properly convened and minuted and held at such times as may be determined by the board and in any event not less than quarterly at such times in Luxembourg as may be determined by the board.

14.2. the shareholders shall procure that any manager personally attend such meetings of the board in Luxembourg, subject to Article 14.5.

14.3. No board meeting shall ordinarily be convened on less than five (5) business days' notice, but board meetings may be convened by giving not less than one (1) hour's notice if the interests of the Company or its shareholders would in the reasonable opinion of a manager be likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such board meeting were not dealt with as a matter of urgency or if all the managers agree.

14.4. Any notice of a board meeting shall include an agenda identifying in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the meeting.

14.5. The managers may, in accordance with the Articles, attend a meeting of the board by telephone or video conferencing provided that:

- the telephone conference is at no time initiated from within the United-Kingdom or Germany;

- the majority (by combined voting strength) of the managers are attending the meeting of the board in Luxembourg and no manager participates in the meeting from Germany;

- the minutes of the relevant meeting(s) of the board record from which location the relevant manager(s) attended the meeting(s) of the board by means of telephone or video conferencing (as applicable).

14.6. Each manager may appoint for a given board meeting a representative for himself or herself.

14.7. A representative appointed shall be entitled to attend and vote at any meeting at which the manager appointing him/her is not personally present, and generally in the absence of his/her appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do.

14.8. A manager who is also a representative shall be entitled, in the absence of his/her appointor:

- to a separate vote on behalf of his appointor in addition to his own vote on his own account; and

- to be counted as part of the quorum of the board on his own account and in respect of the manager for whom he is the representative.

14.9. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 15. Shareholders.

15.1. Any sole shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of shareholders.

15.2. In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

15.3. However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholder owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 st of July of each year and ends on the 30 th of June of the following year.

Art. 17. Financials.

17.1. Each year, with reference to 30 th of June, the Company's accounts are established and the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

17.2. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 18. Reserve-dividend.

18.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit.

18.2. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

18.3. The balance of net profits may be distributed to the shareholders in accordance with their shareholding in the Company.

18.4. The board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

- The board of managers will prepare interim statement of- accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

- These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Legal and Contractual references. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 950.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and German states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Follows the German translation of the preceding text:

Im Jahre zwei tausend dreizehn.

Am siebzehnten Januar.

Vor mit Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtswohnsitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg),

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung I-Wohnen S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 172166, mit Sitz in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

hier vertreten durch Herrn. Max MAYER, Angestellter, berufsansässig in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, auf Grund einer ihm ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht.

Besagte Vollmacht, wird nach gehöriger "ne varietur" Signatur, durch den amtierenden Notar und den Bevollmächtigten gegenwärtiger Urkunde beigebogen.

Die Erschienene ersucht dem amtierenden Notar, durch ihren Bevollmächtigten, nachstehenden zu beurkunden:

Die Erschienenen sind die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) " I-Wo 8 S.à r.l.", mit Sitz in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, im Zuge der Registrierung im Handelsregister Luxembourg, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 14. Januar 2013, noch nicht veröffentlicht im Memorial C,

Die Erschienene, handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat in gegenwärtiger ausserordentlichen Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse genommen:

Einziger Beschluss

Die Statuten der Gesellschaft werden komplett neu formuliert, und werden jetzt folgenden Wortlaut erhalten:

" **Art. 1. Gesellschaftsgründung.** Gegründet wurde eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die durch die für ein solches Rechtssubjekt geltenden Gesetze, insbesondere durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Wirtschaftsunternehmen in geänderter Fassung (das "Gesetz"), sowie durch die Satzung (nachfolgend die "Satzung") geregelt wird (nachfolgend die "Gesellschaft").

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 2. Gesellschaftszweck

2.1. Zweck der Gesellschaft ist die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in Luxemburg oder im Ausland in jeder Form gleich welcher Art sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Kapitalbeteiligungen, Anleihen, Schuldtitel, Einlagenzertifikate und andere schuldrechtliche Wertpapiere und im allgemeineren Sinne alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von einer Publikums- oder privaten Gesellschaft gleich welcher Art ausgegeben wurden.

2.2. Die Gesellschaft kann Mittel in jeder Form außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot aufnehmen. Sie kann ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung Wechsel, Anleihen und Schuldtitel sowie Schuldverschreibungen und/oder Anteilspapiere emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Wertpapieren, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend die "Verbundenen Unternehmen"). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

2.3. Die Gesellschaft kann des Weiteren in Erwerb und Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

2.4. Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

2.5. Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Fördern, Verwalten, Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Umbau, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, hypothekarische Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Eigentum oder Immobilien.

2.6. Darüber hinaus kann die Gesellschaft in Zusammenhang mit Immobilien administrative, technische, finanzielle, wirtschaftliche und Managementdienstleistungen für andere Gesellschaften, Personen oder Unternehmen erbringen, die unmittelbar oder mittelbar von der Gesellschaft kontrolliert werden oder unmittelbar oder mittelbar unter der Kontrolle derselben Gesellschafter der Gesellschaft stehen.

2.7 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Firma. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung trägt den Namen "I-Wo 8 S.ä r.l.".

Art. 5. Gesellschaftssitz.

5.1 Der Hauptgeschäftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt.

5.2 Er kann durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter mit Beratungen in der für Satzungsänderungen vorgesehenen Weise an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

5.3 Die Adresse des Hauptgeschäftssitzes kann innerhalb der Stadt durch Entscheidung des Vorstands verlegt werden.

5.4 Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland haben.

Art. 6. Capital - Geschäftsanteile. Das Kapital wird auf ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500,-- EUR) festgesetzt, unterteilt in ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT (12.500) Geschäftsanteile zu EINEM EURO (1.00,-- EUR).

Art. 7. Das Kapital kann jederzeit durch Entscheidung der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 8. Jeder Geschäftsanteil verleiht Anspruch auf einen Bruchteil des Unternehmensvermögens und der Gewinne der Gesellschaft in direktem Verhältnis zur Anzahl der bestehenden Geschäftsanteile.

Art. 9. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Geschäftsanteil zulässig ist. Miteigentümer müssen eine einzige Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft benennen.

Art. 10. 10.1 Hat die Gesellschaft nur einen Gesellschafter, können die von diesem einzigen Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile frei übertragen werden.

10.2. Hat die Gesellschafter mehrere Gesellschafter können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Anteile gemäß den Anforderungen des Art. 189 des Gesetzes.

10.3. Detaillierte Angaben zu den Gesellschaftern der Gesellschaft und Anteilsübertragungen sind im Anteilsregister der Gesellschaft enthalten.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 11. Die Gesellschaft darf nicht auf Grund von Tod, Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte, Insolvenz oder Konkurs des Alleingesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst werden.

Geschäftsführung

Art. 12.

12.1. Die Gesellschaft steht unter der Leitung der Geschäftsführung (conseil de gérance), die sich aus Geschäftsführern zusammensetzt. Die Geschäftsführer müssen nicht notwendigerweise Gesellschafter sein.

12.2. Die Geschäftsführer können ihrer Ämter ad nutum enthoben werden.

12.3. Der Gesellschafter und die Gesellschaft werden sicherstellen, dass das zentrale Management und die zentrale Kontrolle der Gesellschaft in Luxemburg (und in jedem Fall außerhalb des Vereinigten Königreichs und außerhalb von Deutschland) ausgeübt und bestätigt werden.

12.4. Die Geschäftsführung kann ihre Vollmachten für spezifische Aufgaben von Zeit zu Zeit an einen oder mehrere ad hoc-Handlungsbevollmächtigte/n weiterdelegieren, der/die nicht notwendigerweise Gesellschafter oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein muss/müssen.

12.5. Die Geschäftsführung legt die Vollmachten, Pflichten und (etwaigen) Vergütungen ihres/ihrer Handlungsbevollmächtigten, die Dauer des Vertretungszeitraums sowie alle weiteren sachdienlichen Bedingungen der Vertretung fest.

Art. 13.

13.1. Die Geschäftsführung trägt die Verantwortung für die Beaufsichtigung, das Management, die gesamte Anleitung und das Treffen von Entscheidungen der Gesellschaft und ihrer Geschäftstätigkeiten nach Maßgabe des Gesetzes, außer in Bezug auf die Angelegenheiten, die kraft Recht oder gemäß diesem Gesellschaftsvertrag der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

13.2. Im Umgang mit Dritten stehen der Geschäftsführung unter jeglichen Umständen sämtliche Vollmachten für die Vornahme von Handlungen im Namen der Gesellschaft und für die Durchführung und Genehmigung sämtlicher Maßnahmen und Geschäftsvorgänge zu, die mit dem Zweck der Gesellschaft einher gehen; dabei gilt die Voraussetzung, dass die Bedingungen dieses Gesellschaftsvertrags eingehalten werden.

13.3. Zwecks Beschlussfähigkeit der Geschäftsführer ist die Anwesenheit von zwei (2) Geschäftsführern erforderlich.

13.4. Die Geschäftsführung trifft ihre Entscheidungen mit einfacher Mehrheit, und jedem Geschäftsführer steht bei Geschäftsführungssitzungen eine Stimme zu.

13.5. Der Vorsitzende einer Sitzung wird aus dem Kreis der Geschäftsführer gewählt und hat in dieser Kapazität im Falle einer Stimmengleichheit das Recht der Abgabe der ausschlaggebenden Stimme.

13.6. Soweit nicht in dieser Satzung etwas anderes geregelt ist, wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer gebunden.

13.7. Vorbehaltlich der in diesem Gesellschaftsvertrag getroffenen Regelungen können Geschäftsführer ohne eine vorherige Geschäftsführungssitzung die folgenden Maßnahmen im Namen der Geschäftsführung durchführen, soweit die betreffenden Maßnahmen im Voraus (entweder spezifisch oder anhand einer allgemeinen Genehmigung) von dem/den Gesellschafter(n) der Gesellschaft genehmigt worden sind:

- Abschluss, Änderung oder Ergänzung oder Kündigung eines Gewerbemietvertrags seitens der Gesellschaft;

- Abschluss, Änderung oder Ergänzung oder Kündigung eines Wohnungsmietvertrags seitens der Gesellschaft, wenn die gesamte jährliche Nettomiete (ohne Nebenkosten) pro Vermietung sich auf EUR 15.000 (fünfzehntausend Euro) oder mehr beläuft, vorausgesetzt, dieser Vorgang entspricht dem Geschäftsplan für die Gesellschaft oder eine Verbundene Gesellschaft;

- Einleitung von Rechtsstreitigkeiten oder Inanspruchnahme von Beratern im Namen der Gesellschaft in derartigen Zusammenhängen;

- Abschluss von Verträgen über die Renovierung und/oder Wartung von Vermögenswerten seitens der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft gemäß dem Geschäftsplan, wenn der im Rahmen eines derartigen Vertrags zu zahlende Betrag sich auf EUR 10.000 (zehntausend Euro) oder mehr beläuft;

- Abschluss von Geheimhaltungs- und Versicherungsverträgen seitens der Gesellschaft;

- Abschluss jeglicher Verträge seitens der Gesellschaft, außer den Verträgen, deren Abschluss gemäß Art. 13.8 der Geschäftsführung vorbehalten ist; und

- Eröffnung von Bankkonten und Vornahme von Zahlungen im Namen der Gesellschaft,

wobei der betreffende Geschäftsführer bei der Durchführung der in diesem Artikel beschriebenen Maßnahmen die Empfehlungen eines Vermögensverwalters in Betracht ziehen kann.

13.8. Vorbehaltlich der in diesem Gesellschaftsvertrag getroffenen Regelungen müssen die folgenden Angelegenheiten ausschließlich im Rahmen einer Geschäftsführungssitzung oder anhand eines schriftlichen Beschlusses entschieden werden, der von einer Anzahl und Art von Geschäftsführern zu unterzeichnen ist, die eigenständig eine Beschlussfähigkeit begründen und die betreffende Angelegenheit bei einer ordnungsgemäß abgehaltenen Geschäftsführungssitzung genehmigen könnten, soweit die betreffenden Maßnahmen im Voraus (entweder spezifisch oder anhand einer allgemeinen Genehmigung) dem/den Gesellschafter(n) der Gesellschaft genehmigt worden sind:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- Abschluss von Verträgen seitens der Gesellschaft, die sich auf die Entgegennahme oder die Beschaffung von Finanzen beziehen (einschließlich Verlängerungen, Ausweitungen oder Refinanzierungen vorangegangener Finanzierungen) oder auf Hedging-Vorkehrungen oder die Beschaffung von Garantien, Bürgschaften, Sicherheiten oder Freistellungen beziehen;

- Abschluss von Verträgen seitens der Gesellschaft, die sich auf den Erwerb oder Verkauf von Vermögenswerten beziehen;

- Entscheidung aller signifikanten Standardbedingungen, die in Leasingverträgen über Vermögenswerte enthalten sein müssen, welche von der Gesellschaft abzuschließen sind; und

- Abschluss von Verträgen seitens der Gesellschaft, die sich auf die Renovierung und/oder Wartung von Vermögenswerten beziehen, die nicht gemäß den Geschäftsplänen der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft vorgenommen werden.

13.9. Jegliche Entscheidungen zu den folgenden Angelegenheiten bedürfen der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Generalversammlung der Gesellschafter oder gegebenfalls des Alleingesellschafters:

- Erwerb von Immobilien, Aktien, Anteilen, Anleihen, Schulden oder sonstigen Interessen oder Verpflichtungen, soweit dies nicht gemäß oder zwecks Umsetzung einer Angelegenheit geschieht, die in einem Geschäftsplan der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft genehmigt worden sind;

- Veräußerung von Vermögenswerten oder Immobilien, wenn diese nicht in einem Geschäftsplan der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft vorgesehen ist;

- Einleitung oder Beilegung wesentlicher Rechtsstreitigkeiten;

- Abschluss oder Beendigung wesentlicher Verträge (d.h. Verträge mit einem Wert von über € 50.000 (fünfzigtausend Euro) pro Jahr;

- Gewährung von Garantien, Bürgschaften oder Freistellungen seitens der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften (außer im Rahmen des gewöhnlichen Geschäftsablaufs);

- Bestellung, Kündigung und Austausch einer Bestellung von wesentlichen Parteien, die für den Bestand und Betrieb der Gesellschaft von Bedeutung sind, außer Vermögensverwaltern;

- Annahme oder wesentliche Änderungen von Geschäftsplänen der Gesellschaft oder einer Verbundenen Gesellschaft;

- Jegliche Vorkehrungen für Joint Ventures oder Mitbeteiligungen zwischen der Gesellschaft und einer anderen Person oder über den Erwerb der Gesamtheit oder nahezu der Gesamtheit von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder ein Erwerb beliebiger Teile des ausgegebenen Gesellschaftskapitals oder der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten einer anderen Person seitens der Gesellschaft; und

- jegliche Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem Gesellschafter oder einer verbundenen oder angeschlossenen Gesellschaft eines Gesellschafters sowie jegliche Transaktionen, die nicht nach rein geschäftlichen Bedingungen und nicht im Rahmen des gewöhnlichen Geschäftsablaufs durchgeführt werden.

Art. 14.

14.1. Die Sitzungen der Geschäftsführer sind ordnungsgemäß einzuberufen und protokollarisch festzuhalten und finden zu den von der Geschäftsführung festgelegten Zeiten und in jedem Fall mindestens in vierteljährlichen Abständen zu den von der Geschäftsführung bestimmten Zeiten in Luxemburg statt.

14.2. Die Gesellschafter werden dafür sorgen, dass jeder Geschäftsführerdiesen Sitzungen der Geschäftsführung in Luxemburg persönlich beiwohnt, unter Vorbehalt von Artikel 14.5.

14.3. Jede Sitzung der Geschäftsführung muss unter Einhaltung einer Frist von mindestens fünf (5) Geschäftstagen einberufen werden; allerdings können Geschäftsführungssitzungen unter Einhaltung einer Frist von mindestens einer (1) Stunde einberufen werden, wenn die Interessen der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter nach vernünftiger Beurteilung eines Geschäftsführers aller Wahrscheinlichkeit nach in erheblichem Ausmaß nachteilig beeinträchtigt würden, wenn die Angelegenheit, die bei einer solchen Sitzung zu behandeln ist, nicht als dringend eingestuft wird, oder wenn sämtliche Geschäftsführer einer solchen kurzfristig einberufenen Sitzung zustimmen.

14.4. Den Einladungen zu Sitzungen der Geschäftsführung ist eine Tagesordnung beizufügen, in der unter Angabe angemessener Einzelheiten die während der Sitzung zu behandelnden Angelegenheiten aufgeführt sind; darüber hinaus sind Kopien aller sachdienlichen Unterlagen beizufügen, die bei der Sitzung besprochen werden sollen.

14.5. Die Geschäftsführer können gemäß diesem Gesellschaftsvertrag einer Geschäftsführungssitzung auch per Telefon oder Videokonferenz beiwohnen, vorausgesetzt:

- die Telefonkonferenz wird zu keinem Zeitpunkt von einem Ort aus initiiert, der im Vereinigten Königreich oder in Deutschland liegt;

- die Mehrheit (im Sinne der kombinierten Stimmrechte) der Geschäftsführer wohnt der Geschäftsführungssitzung in Luxemburg bei und kein Geschäftsführer nimmt von Deutschland aus teil;

- in dem Protokoll der betreffenden Sitzung/en der Geschäftsführung wird angegeben, von welchem Ort aus der/die jeweilige/n Geschäftsführer der/den Sitzung/en per Telefon oder Videokonferenz beigewohnt hat/haben.

14.6. Jeder Geschäftsführer kann für eine gegebene Geschäftsführungssitzung einen Vertreter für sich bestimmen.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

14.7. Ein bestellter Vertreter hat das Recht, jeder Sitzung beizuwohnen und dabei abzustimmen, bei der der ihn bestellende Geschäftsführer nicht persönlich anwesend ist, und im Allgemeinen im Falle der Abwesenheit der ihn bestellenden Person sämtliche Angelegenheiten zu erledigen, zu denen die ihn bestellende Person ermächtigt und berechtigt ist.

14.8. Ein Geschäftsführer, der außerdem die Funktion eines Vertreters erfüllt, ist bei Abwesenheit der ihn bestellenden Person befugt:

- im Namen der ihn bestellenden Person eine separate Stimme zusätzlich zu seiner eigenen Stimme auf seine eigene Verantwortung abzugeben; und

- bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit sowohl in eigener Person als auch in Bezug auf den Geschäftsführer, den er vertritt, mitgezählt zu werden.

14.9. Kein Geschäftsführer übernimmt in dieser Kapazität eine persönliche Verpflichtung bezüglich der von ihm im Namen der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen; als Vertreter der Gesellschaft ist er nur für die Erledigung seines Mandats verantwortlich.

Art. 15. Gesellschafter.

15.1 Der Alleingesellschafter übernimmt alle der Generalversammlung übertragenen Befugnisse.

15.2 Sind mehrere Gesellschafter vorhanden, kann sich jeder Gesellschafter ungeachtet der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile an gemeinsamen Entscheidungen beteiligen. Jeder Gesellschafter hat Stimmrechte im Verhältnis zu seiner Beteiligung. Gemeinsame Entscheidungen sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten.

15.3 Beschlüsse zur Änderung der Satzung der Gesellschaft können jedoch vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes nur von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft halten.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines jedes Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres.

Art. 17. Financials.

17.1 In jedem Geschäftsjahr wird zum 30. Juni der Jahresabschluss der Gesellschaft aufgestellt und der Vorstand erstellt eine Ergebnisrechnung mit Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

17.2 Jeder Gesellschafter kann die vorgenannte Ergebnisrechnung und Bilanz am Hauptgeschäftssitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 18. Rücklagen - Dividenden.

18.1 Die im Jahresabschluss angegebenen Bruttogewinne der Gesellschaft stellen nach Abzug allgemeiner Aufwendungen den Nettogewinn dar.

18.2 Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Nettogewinns der Gesellschaft wird in die gesetzliche Rücklage eingestellt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des nominellen Stammkapitals der Gesellschaft beträgt.

18.3 Der Saldo des Reingewinns kann an den/die Gesellschafter entsprechend ihrer Beteiligung in der Gesellschaft verteilt werden.

18.4 Der Vorstand ist bevollmächtigt, jederzeit unter folgenden Bedingungen Zwischendividenden zu beschließen und auszuschütten:

- Der Vorstand erstellt Zwischenbeschlüsse als Grundlage fürdie Ausschüttung von Zwischendividenden;

- Aus diesen Zwischendividenden geht hervor, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei als vereinbart gilt, dass der Ausschüttungsbetrag die realisierten Gewinne zum Ende des letzten Geschäftsjahres, zuzüglich steuerlich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Reserven, jedoch abzüglich steuerlich vorgetragener Verluste und Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz oder dieser Satzung in eine Rücklage eingestellt werden müssen, nicht übersteigen darf.

Art. 19. Abwicklung. Bei Abwicklung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, gleich ob Gesellschafter oder nicht, durchgeführt, die von den Gesellschaftern bestellt und deren Befugnisse und Vergütung von den Gesellschaftern festgelegt werden.

Art. 20. Juristische und Vertragliche Referenzen. Bei allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes Bezug genommen."

Schätzung

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten jeder Art, die von dem Zeichner auf Grund dieser Gründung zu tragen sind, werden auf circa 950,-EUR geschätzt.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, und bei Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung bindend.

Urkundlich dessen, wurde die vorliegende Urkunde in Junglinster an dem eingangs dieses Dokument angegebenen Datum errichtet.

Nachdem das Dokument dem erschienenen Vollmachtnehmer vorgelesen worden war, unterzeichnete er gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 janvier 2013. Relation GRE/2013/416. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Junglinster, den 6. Februar 2013.

Référence de publication: 2013019973/486.

(130023621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Nirzevka B.V./S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.955.

—

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Dirk Pieter van Es, born in Dubbeldam, The Netherlands, holder of Dutch passport number NR797J879, acting in his capacity as sole Partner of the Company (as defined hereafter),

here represented by Mr Raymond THILL, "maître en droit", with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

by virtue of a proxy given in Chocielewho (Poland) on December 19 th , 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

1. That the appearing party is the sole shareholder of Nirzevka Holding B.V., a Dutch limited liability company, established and having its registered office in Wernhout, The Netherlands, registered at the trade and companies register of Rotterdam under the registration number 810524879 having a share capital of EIGHTEEN THOUSAND EUROS (EUR 18,000.-) divided into ONE HUNDRED AND EIGHTY (180) shares having a nominal value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each (the "Company"), representing the entire share capital of the Company (the "Sole Shareholder");

2. That the management board during its meeting in the Netherlands on 14 th December, 2012 and the Sole Shareholder of the Company in his written resolutions taken on 14 th December, 2012, have approved, among others:

(i) The transfer of the central administration of the Company from the Netherlands to 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (the "Transfer");

(ii) to set the date of effectiveness of the Transfer as per the date of this present notarial deed;

(iii) The adoption of the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Nirzevka B.V./S. à r.l." effective as of the date of the Transfer;

(iv) The submission of the Company to Luxembourg legal provisions and regulations and specifically to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended concerning the société à responsabilité limitée, effective as of the date of the Transfer;

(v) The appointment of Luxembourg Corporation Company S.A., having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as managing director, effective as of the date of the Transfer. Its appointment will be for an unlimited time;

3. That the following documents are at the disposal of the appearing party and its proxyholder:

- The resolutions of the Board of managing directors held on 14 th December, 2012,
- The minutes of the general meeting of the Sole Shareholder taken on 14 th December, 2012,
- The articles of association of the Company before the Transfer in their Dutch version,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- An excerpt of the trade and companies register of the Netherlands,

- An intermediary balance sheet of the Company established on 21 st December, 2012,

- A certificate of the management board of the Company established on 19 th December, 2012, according to which the net assets of the Company are evaluated to at least the legally required minimum share capital of the Company.

All of these documents having been transmitted by telecopy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

4. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to ratify the resolutions taken in the Netherlands on 14 th December, 2012, approving, among others:

- The Transfer with effect as per the date of this present notarial deed;

- The submission of the Company to Luxembourg legal provisions and regulations and specifically to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, concerning the société a responsabilité limitée effective as of the date of the Transfer;

- The adoption of the form of a société a responsabilité limitée under the name of "Nirzevka B.V./S. à r.l." for the Company effective as of the date of the Transfer;

- The appointment of Luxembourg Corporation Company S.A., having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as managing director, effective as of the date of the Transfer. Its appointment will be for an unlimited time;

- The declaration of the management board of the Company dated 19 th December, 2012 stating that the net assets of the Company correspond at least to the legally required minimum share capital of the Company, which currently amounts to EIGHTEEN THOUSAND EUROS (EUR 18,000.-).

Second resolution

The Sole Shareholder approves the intermediary balance sheet of the Company as at 21 st December, 2012 as the opening balance sheet of the Company further to the Transfer, all the assets and all the liabilities of the Company, without exemption, existing before the Transfer and remaining in the property of the Company after the Transfer. The Company therefore continues to possess all these assets and to assume all the liabilities and commitments of the Company existing before the Transfer.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to proceed, in order to respect article 159 of the Luxembourg law of 10 August 1915, as amended, but in the light of the Company continuing to be considered for the purposes of the laws of the Netherlands a company validly incorporated under Dutch law, with a recast of its articles of association in order to comply with legal provisions in the Grand Duchy of Luxembourg (the "Articles of Association") as follows:

"Chapter I. Corporation, Duration, Registered office, Object

Art. 1. Corporation. The Company will exist under the name of "Nirzevka B.V./S. à r.l." in the form of a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by these articles of association (the "Articles of Association").

Art. 2. Duration. The Company is formed for an indefinite period.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Wernhout, The Netherlands. The effective place of management and the central administration of the Company is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches or other offices may be established elsewhere.

Art. 4. Object. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company or individual being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Capital, Shares. The issued capital amounts to EIGHTEEN THOUSAND EUROS (EUR 18,000.-) divided into ONE HUNDERD AND EIGHTY (180) shares with a nominal value of ONE HUNDRED (EUR 100) each.

The Company is not entitled to stipulate that, when a share is taken, the amount to be paid thereon will be lower than the nominal amount.

Share certificates shall not be issued.

In case of usufruct or pledge over shares, only the shareholder is entitled to exercise the voting rights.

Art. 6. Company Shares. When issuing shares, the Company shall not be entitled to subscribe for its own shares. The Company may acquire shares in its own capital, subject to the relevant provisions of the applicable law.

The provisions of article 10 will be applicable to the transfer.

Art. 7. Reduction of share capital. Repayment on shares can only be made after the Articles of Association have been amended and in accordance with such amendment.

Repayments will always be made on all shares proportionately; the requirements of proportion may be deviated from with the consent of all the shareholders concerned.

The paid capital shall not be lower than the minimum capital prescribed by the laws of the Netherlands at the time of the resolution of the general share meeting to amend the Articles of Association.

Art. 8. Register of shareholders. The board of management will keep a register in which the names and addresses of all the holders of shares, the date when they have acquired the shares, in case of delivery the date of acknowledgement or serving and the amount paid on every share will be recorded.

Every shareholder, pledgee and usufructuary of shares shall see to it that his address is known to the Company.

The register will be kept up-to-date; every annotation will be signed by the board of management.

Art. 9. Delivery of shares. Shares will be delivered or a limited right on shares will be created or delivered by means of a relative deed, passed before a civil-law notary in the Netherlands, to which the persons concerned will be a party.

Art. 10. Blocking clause. A shareholder is only entitled to transfer one or more of his shares unless shareholders representing at least 3/4 (three quarters) of the share capital of the Company have agreed thereto in a general meeting.

A shareholder will notify the board of management of his request for approval by letter. In said letter he will state the number of shares to which the request relates, the name and address of the party to whom he wants to transfer the shares and the amount offered by such party. The board of management will immediately notify all the shareholders thereof, simultaneously calling the shareholders to attend a general meeting.

Within three months after the letter referred to in paragraph 2 has been sent, the general meeting will decide on the request.

The transfer shall be made within three months after the approval has been granted or is deemed to have been granted; the approval will be deemed to have been granted if the general meeting has not timely decided on the request or has not notified the petitioner, simultaneously with the refusal of the approval, of the name(s) of one or more prospective buyers willing to buy all the shares to which the request relates against payment in cash.

The Company may only act as prospective buyer subject to the consent of the petitioner.

The price will be fixed by the petitioner and the prospective buyers accepted by him by mutual consultation.

If within one month after the designation of the prospective buyers no agreement about the price has been reached, the price will be fixed by an expert, being independent if so desired by the tenderer, to be appointed by the petitioner and the prospective buyers by mutual consultation, and if they do not come to terms in this respect within two months, after the designation of the prospective buyers, to be appointed at the request of the willing party by the Cantonal Court of the canton within which the company has its registered office by virtue of the Articles of Association.

The expert will notify the petitioner and the prospective buyers in writing of the result of his appraisal.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Within one month after the petitioner has been notified of the result of the appraisal, he shall state in writing whether he decides to sell the shares.

The provisions of this article do not apply if the shareholder has to transfer his share by virtue of the law to a former holder of such share.

Chapter III. Management

Art. 11. Manager(s). The Company will be managed by a board of management consisting of one or several managing directors, who will be appointed by the general meeting.

The general meeting may appoint one or more managing directors as authorized managing director.

The general meeting will fix the number and the salary of the managing directors.

The managing directors may at any time be suspended or dismissed by the general meeting.

A period of suspension can never exceed three months.

In the event of all the managing directors or the sole managing director being absent or unable to attend, the person designated for this purpose by the general meeting will temporarily be charged with the management.

Art. 12. Powers of the manager(s). The board of management is charged with the management of the Company.

The board of management shall represent the Company. Furthermore the power to represent the Company rests with two managing directors acting jointly, also in the event of a conflict of interest, provided that if the general meeting has appointed one or more managing directors as authorized managing director, each authorized managing director is independently authorized to represent the Company at law and in fact.

Regardless of whether or not there are contradictory interests, legal acts of the Company towards the holders of all shares or towards a joint owner of any matrimonial community of property or a community of property of a registered partnership of which all shares form part, in which respect the Company will be represented by this shareholder or by one of the joint owners, will be laid down in writing. For the application of the preceding sentence, shares held by the Company or its subsidiary companies will not be taken into account. The provisions of the present paragraph will not be applicable to legal acts forming part of the normal conduct of business of the Company under the conditions stipulated.

The board of management will make annotations of the shareholder's resolutions passed.

Chapter IV. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 13. Financial year, annual accounts, annual report. The financial year of the Company begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 14. Adoption of financial statements. The balance sheet and the profit and loss account and annexed thereto the explanatory memorandum on these documents, jointly called the annual accounts, will be drafted by the board of management and will, together with the annual report, be deposited every year at the office of the Company for inspection by shareholders within five months after the end of a financial year.

On the ground of special circumstances, the general meeting is entitled to extend the period of five months to a maximum of six months.

The annual accounts will be signed by all the managing directors; if the signature(s) of one or more of them should be lacking, the reason thereof will be stated.

The annual accounts, the annual report and the data to be added thereto under the laws of the Netherlands and/or Luxembourg, will be available for inspection of shareholders at the office of the Company from the date of the convening notice for the meeting destined to consider the annual accounts.

From the date of the convening notice they may obtain copies free of charge.

The annual accounts cannot be confirmed if the laws of the Netherlands prescribe the appointment of a register accountant or an accountant/administrative consultant as referred to in the laws of the Netherlands and the body competent to confirm the annual accounts has not been able to take cognizance of the accountant's certificate which should have been added to the annual accounts, without prejudice to the provisions of the laws of the Netherlands.

The general meeting is the body competent to confirm the annual accounts.

The board of management shall retain the annual accounts, the annual reports and the accounting records during a period of ten years.

The data installed on a data carrier, with the exception of the balance sheet and profit and loss account on paper, may be transposed to another data carrier and filed, provided the data will be transposed in an accurate and complete rendering and such data will be available during the full storage time and may be retrieved and transcribed within a reasonable period.

The board of management is entitled to appoint an expert (and, in case the laws of the Netherlands prescribe the appointment as referred to in paragraph 6 of this article and the general meeting failed to make the appointment, the board of management shall appoint a register accountant or an accountant/administrative consultant as stipulated by the laws of the Netherlands, to be expert and to perform the activities prescribed by the laws of the Netherlands) in order

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

to regularly supervise the keeping of accounts and to report to the board of management on the draft of the annual accounts.

Art. 15. Profit. The profit will be available to the general meeting with due observance of the obligation, if any, to keep statutory reserves subject to the laws of the Netherlands and/or Luxembourg.

The general meeting is entitled to fully or partially cancel reserves in another way than by confirmation of the annual accounts as far as allowed by the laws of the Netherlands and/or Luxembourg.

A deficit can only be charged against the reserves prescribed by the laws of the Netherlands and/or Luxembourg as far as allowed by these laws.

A company may make distributions to the shareholders and other persons entitled to distributable profits only to the extend that its shareholders equity exceed the sum of the amount of the capital and the reserves which must be maintained under the laws of the Netherlands and/or Luxembourg or the Articles of Association.

In the calculation of the appropriation of profit, the shares held by the Company in its own capital will be disregarded and no profit will be distributed on them except if and insofar as shares subject to usufruct are concerned on which a right of usufruct was created already at the time of the acquisition by the Company.

They do not carry the right to a share in the liquidation balance either.

The board of management is entitled to distribute an interim dividend insofar as profit is available in the Company and without prejudice to the provisions of paragraph 4.

Chapter V. Shareholders

Art. 16. General meeting. Annually, within six months after the end of a financial year, a general meeting will be held.

The agenda of the annual meeting will at least contain the following subjects:

a. the report of the board of management on the affairs of the Company and the management conducted during the past financial year;

b. confirmation of the annual accounts;

c. discharge to the managing directors;

d. the appropriation of profit;

e. filling of vacancies.

Art. 17. Place of general meetings. The general meetings will be held in the place where the Company has its registered office.

Art. 18. Notice of general meetings. The general meeting will be convened by the board of management.

The period for convening will be at least fifteen days (exclusive of the day of convening and that of the meeting).

The convening will take place by letter to the addresses of the shareholders laid down in the register of shareholders.

The convening notice will contain the subjects to be considered; if a proposal relates to resolutions to reduce the capital by means of withdrawal of shares or by reduction of the amount of the shares by means of an amendment of the Articles of Association, the convening notice will state the object of the capital reduction and the manner in which it will be realised.

Proposals of shareholders can only be taken into consideration at the meeting if they have been submitted to the board of management at the office of the Company so timely and in writing that they can be announced with due observance of the period fixed for convening.

Art. 19. Vote. If in a general meeting the entire issued capital is represented, valid resolutions can be passed on all subjects brought up for consideration provided this is done unanimously even if the regulations of the laws of the Netherlands and/or Luxembourg or the Articles of Association for the convening and holding of meetings have not been observed. If, however, only the regulations as regards the place of the meeting have not been observed, unanimity will not be required for the passing of resolutions.

Irrespective of whether a meeting has been convened with due observance of the provisions of the preceding article, resolutions of shareholders may, subject to the applicable law, instead of in general meetings, also be passed without a meeting being held provided all the shareholders entitled to cast votes have expressed themselves in favour of the proposal in writing - which term includes fax messages or electronically.

Art. 20. Proceedings. The general meeting will designate its chairman.

Every share for which the attendance-list has been signed will carry the right to cast one vote without prejudice to the regulations of the laws of the Netherlands and/or Luxembourg.

Shareholders may have themselves represented provided this is done by means of a written power of attorney.

All resolutions of the general meeting will be passed by an absolute majority of the votes.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Chapter VII. Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. In its resolution to dissolve the Company and subsequently, the general meeting will determine who will be the liquidators by means of appointment, suspension and dismissal, these resolutions will be passed by an absolute majority of votes.

During the liquidation the provisions of these Articles of Association will continue to be effective as far as possible and according to the laws of the Netherlands and/or Luxembourg.

The present Articles of Association have been worded in English followed by a French version; in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will prevail."

Declaration

1. Capital:

For the purpose of registration, the share capital of the Company is valued at EIGHTEEN EUROS (EUR 18,000.-).

2. Net assets:

The value of the net assets of the Company are evaluated at TWENTY MILIONS NINE HUNDRED AND SIXTY-TWO THOUSAND EIGHT HUNDRED AND FORTY-FIVE CENTS EUROS (EUR 20,962.845.-) as it results from the certificate of the management board of the Company which includes the following conclusion:

"Conclusion

Based on the balance sheet and the opening balance sheet of the Company established on December 21 st 2012, we have no remarks concerning the value of the net assets of the Company which corresponds at least to the legally required minimum share capital and amounts to EIGHTEEN THOUSAND EUROS (EUR 18,000.-)"

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, known to the notary by their surname, name, civil status and residence, the said nandatory signed together with the notary the present deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Mr. Dirk Pieter van Es, né à Dubbeldam, Pays-Bas, détenteur du passeport numéro NR797J879, agissant en sa qualité d'associé unique de la Société (ci-dessous défini),

ici représentée par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Chocielewho (Pologne) le 19 décembre, 2012.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

1. que la partie comparante est l'associé unique de Nirzevka Holding B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais, établie et ayant son siège social à Wernhout, Pays-Bas, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Rotterdam sous le numéro 810524879 au capital social de DIX-HUIT MILLE EUROS (EUR 18.000,-) divisé en CENT-QUATRE-VINGT (180) parts sociales ayant une valeur nominale de CENT EURO (EUR 100,-) chacune (ci-après la «Société»), représentant l'entièreté du capital social de la Société (l'«Associé Unique»);

2. que le conseil de gérance lors de sa réunion tenue aux Pays-Bas le 14 décembre 2012, et l'Associé Unique dans ses résolutions écrites en date du 14 décembre 2012, ont approuvé entre autres ce qui suit:

(i) le transfert de l'administration centrale de la Société des Pays-Bas au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (le «Transfert»);

(ii) la fixation de la date de prise d'effet du Transfert à la date du présent acte;

(iii) l'adoption de la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de «Nirzevka B.V./S. à r.l.» pour la Société avec effet à la date du Transfert;

(iv) la soumission de la Société aux dispositions légales et aux règles luxembourgeoises, et notamment à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée concernant les sociétés à responsabilité limitée avec effet à la date du Transfert;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

(v) la nomination à la fonction de gérant unique de Luxembourg Corporation Company S.A., ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet à la date du Transfert. Son mandat sera d'une durée indéterminée;

3. que les documents suivants sont mis à la disposition de l'Associé Unique et de son mandataire:

- le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 14 décembre 2012;
- les résolutions écrites de l'Associé Unique prises en date du 14 décembre 2012;
- les statuts de la Société avant le Transfert en langue néerlandaise;
- un extrait du Registre de Commerce des Pays-Bas;
- le bilan intérimaire de la Société établie au 21 décembre 2012;
- une déclaration du conseil de gérance de la Société en date du 19 décembre 2012 selon laquelle l'actif net de la Société correspond au moins au capital social minimum requis de la Société;

le tout par facsimilé, après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, lesquels documents resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités d'enregistrement.

4. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de confirmer et de ratifier les résolutions prises au Pays-Bas en date du 14 décembre 2012 approuvant entre autres:

- le Transfert avec effet à la date du présent acte;
- la soumission de la Société aux dispositions légales et aux règles luxembourgeoises, et notamment à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée concernant la société à responsabilité limitée avec effet à la date du Transfert;
- l'adoption pour la Société de la forme de société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de «Nirzevka B.V./S. à r.l.» avec effet à la date du Transfert»
- la nomination à la fonction de gérant de Luxembourg Corporation Company S.A., ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet à la date du Transfert. Son mandat sera d'une durée indéterminée;
- la déclaration prise par le conseil de gérance de la Société en date du 19 décembre 2012 déclarant que l'actif net de la Société correspond au moins au capital social minimum requis de la Société, qui est de DIX-HUIT MILLE EUROS (EUR 18.000,-).

Deuxième résolution

L'Associé Unique approuve le bilan intérimaire de la Société établi au 21 décembre 2012 en tant que bilan d'ouverture de la Société suite au Transfert, tous les actifs et passifs de la Société, tout compris et rien excepté, existant avant le Transfert restent la propriété de la Société après le Transfert. La Société continue donc à détenir tous les actifs et à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société existant avant le Transfert.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de procéder, conformément aux dispositions de l'article 159 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, mais étant entendu que la Société continue à être considérée conformément au droit néerlandais comme une société valablement constituée en droit néerlandais, à une adaptation de ses statuts de manière à les rendre conformes aux dispositions légales du Grand-Duché de Luxembourg (les «Statuts») telle que suit:

«Chapitre I er . Forme, Dénomination, Durée, Siège, Objet

Art. 1 er . La Société. La Société adopte la dénomination «Nirzevka B.V./S. à r.l.» sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Wernhout, Pays-Bas. Le siège effectif de gérance et l'administration centrale de la Société sont établis à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis à tout autre endroit.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, d'intérêts et de parts sociales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par le biais d'un appel public à l'épargne. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société ou personne qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les «Sociétés Apparentées»). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté aux tiers, afin d'assurer l'exécution de tout obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées. La Société pourra en autre nantir, garantir, transférer, mettre en gage ou autre tout ou partie de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à DIX-HUIT MILLE EUROS (EUR 18.000,-) divisé en CENT-QUATRE-VINGT (180) parts sociales ayant une valeur nominale de CENT EURO (EUR 100,-) chacune.

Les parts sociales de la Société ne pourront pas être vendues pour un montant inférieur à leur valeur nominale.

Les certificats des parts sociales ne pourront pas être émis.

En cas d'usufruit ou de nantissement sur les parts sociales, seul l'associé peut exercer les droits de vote.

Art. 6. Parts sociales. La Société n'est pas autorisé à souscrire à ses propres parts sociales. La société peut acquérir ses propres parts sociales, aux conditions et sous réserve des dispositions de la loi applicable.

Les dispositions de l'article 10 sont applicables en matière de transfert de parts sociales.

Art. 7. Réduction du capital social. La réduction du capital social ne peut intervenir qu'après modification des Statuts et conformément à la modification intervenue.

La réduction du capital social interviendra sur toutes les parts sociales proportionnellement, à moins que les associés n'en décident autrement avec l'accord unanime des associés concernés.

Le capital libéré ne pourra pas être inférieur au capital minimum prescrit par les lois des Pays-Bas au jour de la résolution de l'assemblée générale de modifier les Statuts.

Art. 8. Registre des associés. Le conseil de gérance tient un registre dans lequel sont inscrits les noms et adresses de tous les associés, la date à laquelle ils ont acquis les parts sociales, l'éventuelle date d'accusé de réception ou de distribution en cas de délivrance et le montant payé sur chaque part sociale qui sera enregistrée.

Tout associé, créancier gagiste ou usufruitier est chargé de veiller à ce que son adresse soit connue à la Société.

Le registre sera tenu à jour, toutes les annotations seront signées par le conseil de gérance.

Art. 9. Délivrance des parts sociales. Les parts sociales ou un quelconque droit réel sur lesdites parts seront délivrées par acte notarié aux Pays-Bas, auquel les personnes concernées seront parties.

Art. 10. Clause de blocage. Un associé n'a droit de transférer une ou plusieurs de ses parts sociales que si les associés représentant au moins les 3/4 (trois quarts) du capital social de la Société lui ont donné leur accord dans une assemblée générale.

Un associé notifiera au conseil de gérance sa demande d'approbation par courrier. Dans ledit courrier, il indiquera le nombre de parts sociales concernées par sa demande, le nom et l'adresse de la personne à laquelle il projette de transférer les parts sociales et le montant du prix offert par cette personne. Le conseil de gérance informera immédiatement chacun des associés de la demande d'approbation, et convoquera une assemblée générale.

Dans les trois mois qui suivront l'envoi du courrier visé au paragraphe 2, l'assemblée générale se prononcera sur la demande.

Le transfert devra être effectué dans les trois mois qui suivront l'approbation du transfert ou la date à laquelle l'approbation sera réputée avoir été accordée; l'approbation sera réputée avoir été accordée dès lors que l'assemblée générale ne se sera pas prononcé en temps opportun sur la demande ou n'aura pas informé le requérant de sa décision, et en cas de refus n'aura pas dans un même temps fourni le nom d'un ou plusieurs acheteurs potentiels désireux d'acheter contre paiement en espèces toutes les parts sociales auxquelles se rapporte la demande.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

La Société ne peut agir en tant qu'acheteur potentiel qu'en cas d'accord de l'associé ayant formulé la demande d'approbation.

Le prix sera fixé après qu'ils se soient consultés par l'associé ayant formulé la demande d'approbation et les acheteurs potentiels retenus par l'associé ayant formulé la demande d'approbation.

Si, dans le mois qui suit la désignation des acheteurs potentiels, aucun accord sur le prix n'a été trouvé, le prix sera fixé par un expert indépendant si cela est souhaité par le soumissionnaire, qui sera nommé par l'associé ayant formulé la demande d'approbation et les acheteurs potentiels d'un commun accord, et s'ils ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation de cet expert indépendant à cet égard dans les deux mois après la désignation des acheteurs potentiels, qui sera nommé à la demande de la partie diligente par le Tribunal cantonal du canton dans lequel la Société a son siège social.

L'expert informera l'associé ayant formulé la demande d'approbation et les acheteurs potentiels par écrit du résultat de son évaluation.

L'associé ayant formulé la demande d'approbation devra dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il aura été informé du résultat de l'évaluation, indiquer par écrit s'il décide ou non de vendre les parts sociales.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si l'associé doit transférer des parts sociales en vertu de dispositions légales néerlandaises ou luxembourgeoises à un ancien titulaire de ces parts sociales.

Art. 11. Gérants. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs gérants aux fonctions de gérants.

L'assemblée générale fixera le nombre et le salaire des gérants.

Les gérants peuvent à tout moment être suspendus ou révoqués par l'assemblée générale.

La période de suspension ne peut jamais excéder trois mois.

Dans le cas où le gérant unique, en cas de gérant unique, ou chacun des gérants, en cas de pluralité de gérants est absent ou empêché, une personne désignée à cet effet par l'assemblée générale sera temporairement chargée de la gestion.

Art. 12. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance est chargé de la gestion de la Société.

Le conseil de gérance représente la Société. Le pouvoir de représenter la Société repose sur deux gérants agissant conjointement, y compris en cas de conflit d'intérêts, étant entendu que si l'assemblée générale a nommé un ou plusieurs gérants autorisés, chaque gérant autorisé est autorisé à représenter la Société individuellement en droit et en fait.

Indépendamment de l'existence ou non d'intérêts contradictoires, les actes juridiques de la Société avec le titulaire d'une ou de plusieurs parts sociales, un des conjoints d'une communauté matrimoniale titulaire d'une ou plusieurs parts sociales, un conjoint d'une communauté de biens d'un partenariat enregistré titulaire d'une ou plusieurs parts sociales, pour lesquels la Société sera représenté par le titulaire ou le conjoint d'une communauté titulaire d'une ou de plusieurs parts sociales, seront fixés par écrit. Les actes entre la Société et la Société ou ses filiales pris en qualité de titulaires d'une ou de plusieurs parts sociales de la Société ne sont pas concernées par la nécessité d'être établis par écrit. Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux actes juridiques qui font partie de la conduite normale des affaires de la Société dans les conditions prévues.

Le conseil de gérance fera des annotations sur les résolutions passées par les associés.

Art. 13. Exercice. L'exercice de la Société commence le 1 er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Adoption des états financiers. Le bilan et le compte de profits et pertes et le mémorandum explicatif annexé à ces documents, appelés ensemble les comptes annuels, seront rédigés par le conseil de gérance et, en même temps que le rapport annuel de gestion, déposé chaque année au siège social de la Société pour pouvoir être consulté par chacun des associés dans les cinq mois qui suivent la clôture de l'exercice.

En cas de survenance de circonstances exceptionnelles, l'assemblée générale pourra prolonger la période initiale de cinq mois à un maximum de six mois.

Les comptes annuels seront signés par tous les gérants; si la signature d'un ou de plusieurs gérants devait faire défaut, une explication à ce défaut devrait être indiquée sur les comptes annuels.

Les comptes annuels, le rapport annuel de gestion et les annexes conformes aux dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et au Grand-Duché de Luxembourg pourront être consultés par les associés au siège de la Société à partir de la date de la convocation de l'assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes annuels.

A partir de la date de la convocation de l'assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes annuels, chaque associé pourra en obtenir gratuitement un exemplaire.

Les comptes annuels ne pourront être adoptés si les lois des Pays-Bas prévoient la nomination d'un expert-comptable enregistré ou d'un expert-comptable/conseil administratif tel que prévu par les lois des Pays-Bas et que l'assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes annuels n'a pas pu prendre connaissance du certificat établi par l'expert-comptable enregistré ou l'expert-comptable/conseil administratif qui aurait dû être ajouté aux comptes annuels, sans préjudice des dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas.

L'assemblée générale est l'organe compétent pour confirmer les comptes annuels.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Le conseil de gérance doit conserver les comptes annuels, les rapports annuels de gestion et les documents comptables pendant une période de dix ans.

Les données se trouvant sur un support de données, à l'exception du bilan et du compte de profits et pertes au format papier, peuvent être transposés à un autre support de données et déposés, à condition que les données soient retranscrites précisément et complètement et que ces données soient disponibles pendant la durée de stockage complète et puissent être récupérés et retranscrites dans un délai raisonnable.

Le conseil de gérance est habilité à nommer un expert (et, au cas où les lois des Pays-Bas prévoient la nomination d'un organe de contrôle prévu au paragraphe 6 du présent article et que l'assemblée générale n'a pas procédé à sa nomination) le conseil de gérance nomme un expert-comptable enregistré ou un expert-comptable/conseil administratif tel que stipulé par les dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas, comme expert et pour exercer les activités prescrites par les lois des Pays-Bas), afin de contrôler régulièrement la tenue des comptes et de faire rapport au conseil de gérance sur le projet des comptes annuels.

Art. 15. Bénéfices. L'assemblée générale sera chargée d'affecter les bénéfices après que les réserves légales aient été dotées conformément aux dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Les réserves pourront être affectées par l'assemblée générale dans les limites des dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg par une autre assemblée que celle appelée à délibérer sur les comptes annuels.

Un déficit ne peut être imputé sur les réserves prescrites par les lois des Pays-Bas et/ou du Luxembourg que dans la mesure de ce qui est autorisé par les dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg.

La Société ne peut verser de dividendes aux associés ou à d'autres personnes habilitées à percevoir des dividendes que dans la mesure et à hauteur des capitaux disponibles au-delà de la somme du montant du capital social et des réserves devant être dotées conformément aux Statuts et aux dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le calcul de l'affectation des bénéfices, les parts sociales détenues par la Société dans son propre capital seront ignorées et aucun bénéfice ne sera distribué sur ces parts sociales, sauf si la société n'est que le nu-propriétaire et qu'un droit d'usufruit préexistait à l'acquisition par la Société de la nue-propriété des parts sociales.

Les parts sociales détenues par la Société ne comportent en outre aucun droit aux bonis de liquidation.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer un acompte sur dividende dans la mesure des bénéfices disponibles conformément aux Statuts et aux dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg et sans préjudice des dispositions du paragraphe 4.

Chapitre V. Associés

Art. 16. Assemblée générale. Chaque année, dans les six mois qui suivent la fin d'une année financière, une assemblée générale aura lieu.

L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle contient au moins les points suivants:

a. le rapport du conseil de gérance sur la gestion des affaires de la Société au cours du dernier exercice;

b. l'approbation des comptes annuels;

c. décharge des gérants;

d. l'attribution du résultat;

e. pourvoi des postes vacants.

Art. 17. Lieu. L'assemblée générale se tiendra au siège social de la Société.

Art. 18. Convocation aux assemblées générales. L'assemblée générale sera convoquée par le conseil de gérance.

Le délai de convocation sera d'au moins quinze jours (à l'exclusion du jour de la convocation et celle de la réunion).

La convocation se fera par courrier aux adresses des associés indiquées dans le registre des associés.

La convocation contiendra l'ordre du jour; si une proposition de résolution devait avoir pour objet de réduire le capital de la Société, par l'annulation de parts sociales ou par la réduction de la valeur nominale des parts sociales, l'avis de convocation devrait indiquer la proposition de résolution et la méthode qui serait utilisée.

Les propositions de résolutions des associés pourront être prises en considération lors de la réunion, dès lors qu'elles auront été présentées au conseil de gérance au siège de la Société par écrit pour être incluses à l'ordre du jour repris dans la convocation s dans un délai permettant d'envoyer les convocations dans le délai de convocation fixé à l'alinéa deux du présent article.

Art. 19. Vote. Si dans une assemblée générale la totalité du capital émis est représenté, des résolutions peuvent valablement être prises sur tous les sujets à condition que cela se fasse à l'unanimité, même si les dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg ou les dispositions des Statuts relatives à la convocation et la tenue des assemblées générales des associés n'ont pas été observées. Si toutefois, seuls les règlements en ce qui concerne le lieu de la réunion n'ont pas été observés, l'unanimité ne sera pas nécessaire pour l'adoption des résolutions.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Indépendamment de savoir si une réunion a été convoquée dans le respect des dispositions de l'article précédent, les résolutions des associés peuvent, sans préjudice quant aux règles des lois applicables, au lieu d'être prises dans les assemblées générales, également être transmis sans tenue d'assemblée à condition que tous les associés ayant le droit de voter se soient exprimés en faveur de la proposition par écrit, ce qui inclut les transmissions de résolutions par fax ou par voie électronique.

Art. 20. Procédure. L'assemblée générale désignera son président.

Chaque part sociale pour laquelle la liste de présence a été signée donne droit à une voix sans préjudice quant aux dispositions légales en vigueur aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Les associés peuvent se faire représenter à condition de le faire au moyen d'une procuration écrite.

Toutes les résolutions de l'assemblée générale seront adoptées à la majorité absolue des voix.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. Dans sa résolution de dissoudre la Société et ultérieurement, l'assemblée générale déterminera qui seront les liquidateurs par voie de nomination, leur suspension et révocation; ces résolutions seront adoptées à la majorité absolue des voix.

Pendant la liquidation, les dispositions de ces Statuts resteront en vigueur dans la mesure du possible et conforme aux lois des Pays-Bas et/ou du Luxembourg.

Les présents Statuts ont été rédigés en langue anglaise, suivi d'une version française; en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.»

Déclaration

1. Capital:

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social de la Société est évalué à DIX-HUIT MILLE EUROS (EUR 18.000,-).

2. Actif net:

La valeur de l'actif net de la Société transférée est estimée à VINGT MILIONS-NEUF-CENT-SOIXANTE-DEUX ET HUIT-CENT QUARANTE-CINQ EURO (EUR 20.962.845,-) ainsi qu'il résulte du certificat émis par le conseil de gérance de la Société et qui contient la conclusion suivante:

«Conclusion

Sur base du bilan et de la situation patrimoniale d'ouverture de la Société établis au 21 décembre 2012 nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'actif net de la Société qui correspond au moins au capital social minimum requis, qui est de DIX-HUIT MILLE EUROS (EUR 18.000,-).»

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date susmentionnée.

Et après lecture et interprétation au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62425. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020117/571.

(130023723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Lux-Carrelages REITER Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 87B, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 174.917.

—

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den dreißigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine WEINANDY, mit dem Amtssitz zu Clerf,

ist erschienen:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Herr Ernst REITER, Fliesenlegermeister, geboren in Bitburg (D), am 05. Dezember 1960, wohnhaft zu L-9753 Heinerscheid, 87B, Hauptstrooss.

Dieser Komparent, erklärt eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen, welche der folgenden Satzung unterliegt.

Titel I. - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung «Lux-Carrelages REITER SARL»

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Heinerscheid.

Er kann durch einfachen Beschluss des oder der Gesellschafter in jede andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Verlegen und der Handel mit Fliesen, Platten, Mosaik und Natursteinen.

Sie kann im übrigen alle kaufmännischen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, welche mit dem Hauptzweck der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen, für die Verwirklichung des Hauptzweckes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (12.500.-€) und ist aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (125.-€).

Die Geschäftsanteile werden integral gezeichnet und eingezahlt durch Herrn Ernst REITER, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile zwischen ihnen frei übertragbar. Sie sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter, sowie von Todes wegen an Nichtgesellschafter, ausgenommen den überlebenden Ehegatten oder die Nachkommen, bedarf der Genehmigung von Gesellschaftern, welche die drei Viertel des Gesellschaftskapitals darstellen müssen.

Die Übertragungen ist der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden ist.

Im Todesfall falls die Zustimmung nicht erteilt wird, können die Anteile von den übrigen Gesellschaftern, von akzeptierten Dritten oder von der Gesellschaft selbst, gemäss Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erworben werden. Der Preis errechnet sich auf Grund des Durchschnitts der Bilanzen der letzten drei Jahre oder in Ermangelung von drei Geschäftsjahren, auf Grund zweier beziehungsweise einer Bilanz. Wenn keine Gewinnzuteilung erfolgte oder wenn die Parteien sich nicht einigen können, wird der Preis von den Gerichten festgesetzt.

Titel III. - Verwaltung und Vertretung

Art. 9. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 10. August 1915, so wie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Generalversammlung nur rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden, es sei denn das Gesetz oder gegenwärtige Satzung würden anders bestimmen.

Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmäßig bei der Gesellschafterversammlung aufgrund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Sie werden von dem alleinigen Gesellschafter beziehungsweise von den Gesellschaftern ernannt und abberufen, welcher ebenfalls die Dauer und die Befugnisse der Mandate des oder der Geschäftsführer bestimmen.

Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben der oder die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 11. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Titel IV. - Geschäftsjahr, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Verteilung des Gewinns

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz, nebst Gewinn- und Verlustrechnung, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äußern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- Fünf Prozent (5,00 %) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen;

- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 14. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf, sondern sie wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Titel V. - Auflösung und Liquidation

Art. 15. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere, von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der oder die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Titel VI. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 16. Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung festgelegt sind, gilt das Gesetz vom 18. September 1933 und das Gesetzt vom 28. Dezember 1992 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf EIN TAUSEND DREI HUNDERT EURO (1.300.-€)

Erklärung

Der Komparent erklärt, dass der unterfertigte Notar ihm davon Kenntnis gegeben hat dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Außerordentliche Generalversammlung

Anschließend an die Gründung hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

a) Zum Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer wird Herr Ernst REITER, der Komparent, ernannt. Derselbe kann die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift verpflichten.

b) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L- 9753 Heinerscheid, 87B Hauptstrooss.

WORÜBER URKUNDE. Aufgenommen zu Clerf, in der Amtsstube des Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Gezeichnet: Reiter, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 1 er février 2013. Relation: CLE/2013/119. Reçu soixante-quinze euros = 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Hinterlegung beim Firmenregister.

Clerf, den 04. Februar 2013. Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2013019655/120.

(130023239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

Valorimmo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 113.178.

—

L'an deux mil douze, le vingt-sept décembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "VALORIMMO INVEST S.A.", avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 29 novembre 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 662 du 29 mars 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à Russange (F),

qui désigne comme secrétaire Monsieur Guy DECKER, comptable, demeurant à Gosseldange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Stéphane WEYDERS, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Décision à prendre concernant la dissolution de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire aux comptes.
4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Qu'en conséquence la présente assemblée, réunissant la totalité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide la mise en liquidation de la société et de nommer comme liquidateur, Platinium Advisory Services Luxembourg S.à r.l., une société ayant son siège social au L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 127.972. (le «Liquidateur»)

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'assemblée générale donne décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente est évalué à environ MILLE EUROS (1.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. NEZAR, G. DECKER, S. WEYDERS, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 janvier 2013. Relation: LAC/2013/372. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020334/65.

(130023513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

VHL Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.901.

—

STATUTS

L'an deux mille treize, le sept janvier.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU:

Maître Véronique HOFFELD, avocat à la Cour, née le 20 mai 1971 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

La partie comparante a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée, de nature civile, qui est ainsi constituée:

Art. 1 er . Dénomination. Le nom de la société est VHL SARL (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée, de nature civile, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts) ainsi que par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du gérant.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet l'exercice de la profession d'avocat en ce compris les activités d'arbitrage et les mandats de justice ainsi que toutes les activités afférentes comprises au sens le plus large mais compatibles avec le statut d'avocat (comme entre autres les conférences, l'enseignement, la publication d'articles, de livres) ou la prise de participation dans une association d'avocats.

La société peut accomplir soit seule, soit avec d'autres, directement ou indirectement, pour son compte, toutes les opérations généralement quelconques, mobilières ou immobilières ou financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou pouvant contribuer à son développement ou le faciliter et notamment détenir des valeurs mobilières ou immobilières et des immeubles, le tout dans le respect des règles professionnelles et déontologiques du Barreau de Luxembourg.

Art. 4. Durée. La Société est formée pour une durée indéterminée.

La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales sans mention de valeur nominale.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par des personnes remplissant les conditions telles que prévues par la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat modifiée notamment par la loi du 16 décembre 2011.

Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un, les parts sociales sont librement cessibles par l'associé unique. En cas de décès entraînant la transmission des parts sociales à des non-avocats, de perte de qualité d'avocat ou d'incapacité de l'associé unique, la Société sera dissoute dans un délai d'un mois après la cession à moins que l'article 3 des présents statuts n'ait été modifié dans ce même délai d'un mois à partir de la cession des parts pour le rendre compatible avec la nouvelle activité de la société.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés remplissant les conditions telles que prévues par la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat modifiée notamment par la loi du 16 décembre 2011 que dans les formes de l'article 189 de la Loi et sous réserve du respect des dispositions de la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous la forme d'une personne morale. En cas de décès entraînant la transmission des parts sociales à des non-avocats, de perte de qualité d'avocat ou d'incapacité d'un associé, les parts sociales seront rachetées selon les formes prévues par l'article 189 de la Loi. De plus, en cas de perte de la qualité d'avocat, ce dernier verra ses droits de vote d'associé et/ou de gérant suspendus.

Art. 7. Nomination et révocation des gérants. La Société est gérée par un gérant exerçant la profession d'avocat et nommé par une résolution des associés, qui fixe la durée de son mandat. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant.

Art. 8. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés. Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 9. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

Art. 10. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 11. Exercice social. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant a souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

1.- Maître Véronique HOFFELD, prénommée, mille deux cent cinquante parts sociales	1.250
Total: mille deux cent cinquante parts sociales	1.250

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (900,- €).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

Est nommé gérante de la société pour une durée indéterminée:

1. Maître Véronique HOFFELD, prénommée.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

La société est valablement engagée par la signature individuelle de la gérante.

Il peut conférer des pouvoirs à des tiers.

2.- Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

L- 2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeures, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Hoffeld, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2013. Relation: EAC/2013/486. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013019618/100.

(130022714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 174.983.

—

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth of January.

Before Us Maître Francis Kesseler, notary, residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Mr. Louis Duquesne, consultant, born on December 28, 1970 in Paris, France, having his address at 72, rue de la Boetie, 75008 Paris, France,

- Antinea Investissements, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under French laws, with registered office at 72, rue de la Boetie, 75008 Paris, France, registered with the Trade and Companies register of Paris under number 498 124 247,

- Antinea Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) and under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, having her professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, by virtue of three (3) proxies given under private seal on January 13, 2013.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares with the following articles of incorporation:

Title I. Denomination, Object, Duration, Registered office

Art. 1. There exists a partnership limited by shares under the name of Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote their development.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The Company may borrow in any form including by way of public offer. It may issue by way of private or public placement, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Manager (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Title II. Capital and Shares

Art. 5. The share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) represented by one (1) class A ordinary share (the Class A Share), fifteen thousand four hundred ninety-nine (15.499) class B ordinary shares (the Class B Shares) fifteen thousand four hundred ninety-nine (15.499) class C ordinary shares (the Class C Shares) and together with the Class A Shares, the Ordinary Shares), at least paid up to the extent of twenty-five percent (25%), and one (1) class D share which shall be held by the general partner of the Company (hereinafter, the Class D Share and together with the Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares, collectively the Classes of Shares and individually as a Class of Shares) fully paid up, with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

For the sake of clarity, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and Class D Shares are hereinafter referred to as the Shares and the holders of the Shares as Shareholders, regardless of the class of shares to which such shares pertain.

Art. 6. The Class D Share shall be held by Antinea Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) and under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, as shareholder with unlimited liability and manager (hereinafter, the Manager).

The Class D Share is and will remain a registered share.

The Ordinary Shares may be registered or bearer shares at the option of the Shareholders.

The Company may repurchase its own Shares within the limits set by the Law and the Articles.

Bearer shares shall be signed by the Manager. The signature may be handwritten, in facsimile or affixed by means of a stamp. The signature may also be affixed by a person delegated for that purpose by the Manager, but in such case, it must be handwritten.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the certificate.

The Shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two (2) or more Shares.

The owner of Shares in bearer form may, at any time, request that they be converted, at his expense, into Shares or securities in registered form.

Art. 7. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Title III. Categories of shares

Art. 8. The Manager may create, at its sole discretion, sub categories of Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares, to be numbered in ascending number starting from 1 and so that the first sub category of Class A Shares will be denominated the Class A-1 Shares, the first sub category of Class B Shares will be denominated the Class B-1 Shares and the first sub category of Class C Shares will be denominated the Class C-1 Shares.

Art. 9. For any sub category of Class A Shares created the Manager shall create a corresponding sub category of Class B Shares and/or Class C Shares. For instance and for the sake of clarity for any Class A-1 Shares created, the Manager shall create a corresponding proportion of Class B-1 Shares and/or Class C-1 Shares and determine their proportion at its discretion, for any Class A-2 Shares created, the Manager shall create a corresponding proportion of Class B-2 Shares and/or Class C-2 Shares and determine their proportion at its discretion and so on (the sub categories shall hereinafter be referred to as the Sub Category 1, the Sub Category 2 and so on - altogether the Sub Categories and individually, a Sub Category).

Art. 10. Each Sub Category shall correspond to a specific investment, i.e. the relevant portfolio of assets to which each Sub Category relates (the Investments).

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 11. The Manager of the Company shall indicate in its resolutions with respect to a specific Sub Category the relevant Investments to which it relates.

Title IV. Authorized capital

Art. 12. The share capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting, in accordance with the provisions for the amendment of the Articles.

Art. 13. The authorized share capital, excluding the subscribed share capital, is set at two hundred million Euro (EUR 200.000.000,-) which can be represented either by Class A Shares and/or Class B Shares and/or Class C Shares at the option of the Manager.

The Manager may, at its sole discretion, increase the share capital within the limits of the authorized share capital and is authorized and empowered to:

- realize any increase of the share capital within the limits of the authorized capital in one or several successive tranches, by the issuing of new Shares of any class, against payment in cash or in kind;

- determine the place and date of the issuance or the successive issuances, the issuance price, the amount of any share premium to be paid on the Shares if any, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares;

- issue Class A Shares and/or Class B Shares and/or Class C Shares of any Sub Category without any preferential subscription right for the holders of Class A Shares and/or Class B Shares;

- change the denomination of unsubscribed Class A Shares and/or Class B Shares and/or Class C Shares into a new class of Shares as long as terms of such new Class of Shares are not more favourable than those of the Class A Shares and/or Class B Shares and/or Class C Shares.

The Manager may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

This authorization is valid for a period of five (5) years from the date of publication of this deed and it may be renewed by a general meeting of shareholders for those Shares of the authorized corporate capital which up to then will not have been issued by the Manager.

Following each increase of the subscribed share capital, realized and duly stated in the form provided for by the Law, Article 5 of the Articles will be amended so as to reflect the capital increase; such modification will be recorded in authentic form by the Manager or by any person duly authorized and empowered by the Manager for this purpose.

Title V. Transfer of shares

Art. 14. Any Class D Share held by the Manager is exclusively transferable to a successor or additional manager with unlimited liability.

Shares are not freely transferable except for the transfers (including the sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, mortgage or other disposition or encumbrance by a Shareholder of its Shares in the Company or any part thereof or beneficial interest therein - hereinafter the Transfer(s)) set forth in the present article, any Transfer of Class A Shares and/or Class B Shares and/or Class C Shares of any Sub Category to any non-Shareholder for any reason whatsoever shall be subject to the prior written approval of the Manager.

In the event that a Shareholder proposes to Transfer its Shares to any third party, such Shareholder shall give the Manager written notice of its intention to Transfer said Shares by registered letter with return receipt requested (the Notification Letter), which notice shall state the full name, mailing address and tax domicile of the transferor and of the transferee, the number of Shares (the Proposed Shares) which the transferor plans to Transfer, their registration numbers, and the price offered for the Proposed Shares. The Notification Letter must be countersigned by the transferee.

The Manager shall within thirty (30) business days (to be understood as any day on which banking institutions in the City of Luxembourg are ordinarily open for business, hereinafter the Business Day(s)) as from the receipt of the Notification Letter notify to the transferor whether it does or does not approve the Transfer. The Manager has full discretion in making this decision and is not required to motivate its decision. If the Manager does not give notice of its refusal (the Notice of Refusal) within the above period, it shall be deemed to have accepted the proposed Transfer.

Should the Manager issue a Notice of Refusal, it shall notify at the same time all the other Shareholders of the intention of the transferring Shareholder to Transfer its Shares (the Notice of Transfer). The other Shareholders then have the option to purchase said Shares during a period of fifteen (15) Business Days, under the same conditions the ones set for the sale of the Proposed Shares.

If one or more Shareholders offer to purchase the Proposed Shares, they shall inform the Manager by registered mail with return receipt within ten (10) Business Days following the sending of the Notice of Transfer by the Manager. Such notice shall mention the number of Shares which each of them offers to purchase and the purchase price corresponding to those Shares.

In the event that the Shareholders do not offer to purchase all the Proposed Shares of the transferring Shareholder, then the Proposed Shares may be sold to any third party, at the same terms and conditions set forth in the Notification Letter.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The Transfer will become effective and binding and will only be recorded in the Company's Shareholders' register by the Manager when (i) the transferee has acceded to all the agreements in force ruling the relationship between the Shareholders and the Company as well as between the Shareholders themselves and (ii) when the transferee has accepted in writing to subscribe to all rights and obligations initially entered into by the transferring Shareholder, such as, but not limited to, adherence to the Articles.

For the avoidance of doubt and for the purposes of this Article, shall be deemed to be a Transfer any change of control affecting any Shareholder at any time. Shall constitute a change of control (the Change of Control) a situation in which the power to direct, or cause the direction of, the management and policies of an entity owning Shares in the Company, whether through the ownership of voting securities or membership on the board of managers or directors of such entity, by contract or otherwise, changes from one natural person, partnership, company with share capital, entity which is legally unincorporated, association, fund, trust or any other entity (each a Person), to another Person for any reason whatsoever.

Art. 15. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the Shareholders.

Title VI. Management

Art. 16. The Company is managed by the Manager.

The Manager may only be removed by the unanimous consent of all the Shareholders.

Art. 17. In dealing with third parties, the Manager shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of Shareholders shall fall within the competence of the Manager.

Towards third parties, the Company is validly bound by the signature of the Manager represented by duly appointed representatives, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager.

The Manager shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected among the members of its management body or not, either Shareholders of the Company or not.

Art. 18. The Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the managers, directors, officers or executives of the Manager is interested in, or is a director, manager, associate, officer, executive or employee of such other company or firm. Any director, manager, officer or executive of the Manager who serves as a director, manager, associate, officer, executive or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Title VII. General meeting of shareholders

Art. 19. The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided in the Articles, no resolution shall be validly passed unless approved by the Manager.

General meetings of Shareholders shall be convened by the Manager. General meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Manager setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the register of registered Shares, provided, however, that all Shares are registered Shares.

The annual general meeting of the Shareholders shall be held on the third Wednesday of the month of May at 11.00 a.m. CET at the registered office of the Company or at any other location specified in the notice of meeting.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Any Shareholder may participate by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the Shareholders, (ii) all the Shareholders taking part in the meeting to hear one another, (iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Subject to the approval of the Manager, the Articles may be amended from time to time by an extraordinary general meeting of Shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the Law and the Articles.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Title VIII. Accounting year, Allocation of profits

Art. 20. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established by the Manager who also prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Each year, five per cent (5%) of the net profits of the Company or of each Sub Category, as the case may be, are set aside for the establishment of a legal reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

Sub-title I. Computation of profits

Art. 23. On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each existing Sub Categories of Shares, if any, which will be determined as follows:

The result of each Sub Category will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Investment(s) to which such Sub Category relates (including capital gains, liquidation surplus, dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management or operation of such Investment(s) (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution).

All income and expenses not attributed to any specific Investment shall be allocated to all the Sub Categories on a pro rata basis of the total number of Shares then in issuance.

The Shareholder(s) will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Law and normal practice.

Sub-title II. Waterfall

Art. 24. After deduction of all the expenses and allocations on the result of each Sub Category in compliance with "Sub-Title I Computation ofProfits" which the Manager shall deem necessary taking into account principles of prudence and sound management, the Company shall make distributions (under any form, it being distribution of profits, capital reduction and/or liquidation boni) to the Shareholders that will be determined, subject always to the provisions of the Law, in the following order of priority until exhaustion of the distributable sums and liquidation proceeds of each Sub Category (the Waterfall Distribution), being noted that the below principles shall apply to each Sub Category separately (for instance to the Class A-1 Shares, Class B-1 Shares and/or Class C-1 Shares, as the case may be, within the Sub Category 1, to the Class A-2 Shares, Class B-2 Shares and/or Class C-1 Shares, as the case may be, within the Sub Category 2 and so on):

- first, to the holders of Class A Shares until they received an amount corresponding to the amount of their capital contribution (including, for the avoidance of doubt, any share premium paid thereon);

- second, to the holders of Class B Shares until they received an amount corresponding to the amount of their capital contribution (including, for the avoidance of doubt, any share premium paid thereon);

- third, to the holders of Class C Shares until they received an amount corresponding to the amount of their capital contribution (including, for the avoidance of doubt, any share premium paid thereon);

- fourth, to the holders of the Class A Shares until they receive a return of eight percent (8%) per annum, on the aggregate amount of capital contribution. For the purposes of the computation of such return, all payments whether in cash or in kind made to such Shareholders shall be taken into account so as to reduce the basis of such remuneration, whatever their nature;

- fifth, to the holders of Class B Shares until they received twenty percent (20%) of (i) the net profits realized less (ii) the aggregate amount of the total capital contribution made;

- sixth, to the holders of Class C Shares until they received ten percent (10%) of (i) the net profits realized less (ii) the aggregate amount of the total capital contribution made;

- finally, net profits will be distributed pari passu on their respective shareholding in such Sub-Category, to the Shareholders at the time the distribution is made.

Sub-title III. Interim dividends and Payment of dividends

Art. 25. Interim dividends may be distributed by the Manager by observing (i) the terms and conditions foreseen by Law and (ii) the above conditions.

Art. 26. Payments of distributions shall be made to the Shareholders at their addresses in the register of Shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Manager shall determine from time to time.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The general meeting of Shareholders may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as prescribed by the general meeting.

Title IX. Dissolution, Liquidation

Art. 27. The Company may be dissolved by a resolution of the extraordinary general meeting of Shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, individuals or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title X. General provision

Art. 28. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2013.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, all the shares have been subscribed and paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment	Percentage paid on the shares
Mr. Louis Duquesne, prenamed	1 Class A Shares	EUR 0.25	25%
Antinea Investissements, prenamed	15.499 Class B Share	EUR 3.874,75	25%
Antinea Investissements, prenamed	15.499 Class C Share	EUR 3.874,75	25%
Antinea Capital S.à r.l., prenamed	1 Class D Share	EUR 1,00	100%
Total:	31.000	EUR 7.750,75	N/A

The amount of seven thousand seven hundred fifty Euro and seventy-five cents (EUR 7.750,75) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

Resolutions of the shareholders

The Shareholders have taken the following resolutions:

1. The following company shall be the unlimited Shareholder and Manager of the Company for an unlimited period of time:

- Antinea Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register.

2. The following person is appointed as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a period ending on the date of the annual general meeting called to approve the annual accounts as of December 31, 2013:

- Fiduciaire Patrick Sganzerla Société à responsabilité limitée, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96848.

3. The address of the registered office of the Company is fixed at 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, she signed together with Us, notary, the present deed.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatre janvier.

Par-devant Nous, Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- M. Louis Duquesne, consultant, né le 28 décembre 1970 à Paris, France, ayant son adresse au 72, rue de la Boetie, F-75008 Paris, France,

- Antinea Investissements, une société à responsabilité limitée constituée et existante conformément au droit français, ayant son siège social au 72, rue de la Boetie, F-75008 Paris, France et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 124 247,

- Antinea Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

tous trois ici représentés par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, en vertu de trois (3) procurations données sous seing privé le 13 janvier 2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne vahetur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société en commandite par actions dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I er . Dénomination, Objet, Durée, Siège social

Art. 1 er . Il existe une société en commandite par actions sous la dénomination de Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A., qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle pourra également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La Société peut (par voie de prêts, avances, cautionnement, sûretés ou autres) accorder tout concours aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation, ou bien qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple ses actionnaires ou filiales).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y compris par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé ou public, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par décision du Gérant (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000,-) représenté par une (1) action ordinaire de classe A (l'Action de Classe A), quinze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (15.499) actions ordinaires de classe B (les Actions de Classe B), quinze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (15.499) actions ordinaires de classe C (les Actions de Classe C, et ensemble avec l'Action de Classe A et les Actions de Classe B, les Actions Ordinaires), toutes libérées au moins à hauteur de vingt-cinq pourcent (25%), et une (1) action ordinaire de classe D (ci-après, l'Action

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

de Classe D, et ensemble avec l'Action de Classe A, les Actions de Classe B et les Actions de Classe C, les Classes d'Actions, et individuellement la Classe d'Action) totalement libérée, toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Par souci de clarté, les Actions de Classe A, les Actions de Classe B, les Actions de Classe C et les Actions de Classe D sont ci-après désignées comme les Actions, et les détenteurs d'Actions comme les Actionnaires, indépendamment de la classe d'actions à laquelle ces actions appartiennent.

Art. 6. L'Action de Classe D est détenue par Antinea Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en tant qu'actionnaire à responsabilité illimité et commandité (ci-après, le Gérant).

L'Action de Classe D est et restera nominative.

Les Actions Ordinaires peuvent être nominatives ou au porteur, au gré des Actionnaires.

La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

L'action au porteur est signée par le Gérant. Sauf disposition contraire des Statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Toutefois la signature peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Gérant, qui dans ce cas devra être manuscrite.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les Actions peuvent être représentées au choix du propriétaire par des titres unitaires ou par des certificats représentatifs de deux (2) ou plusieurs Actions.

Les propriétaires d'Actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leur frais, en Actions nominatives.

Art. 7. Envers la Société, les Actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Titre III. Catégories d'actions

Art. 8. Le Gérant peut créer, à son entière discrétion, des sous-catégories des Actions de Classe A, Actions de Classe B et Actions de Classe C, devant être numérotées dans un ordre croissant commençant à 1 de façon à ce que la première sous-catégorie d'Actions de Classe A soit dénommée les Actions de Classe A-1, la première sous-catégorie d'Actions de Classe B soit dénommée les Actions de Classe B-1 et la première sous-catégorie d'Actions de Classe C soit dénommée les Actions de Classe C-1.

Art. 9. Pour toute sous-catégorie d'Actions de Classe A créée, le Gérant doit créer une sous-catégorie d'Actions de Classe B et/ou d'Actions de Classe C. Par exemple et par souci de clarté, pour chaque Action de Classe A-1 créée, le Gérant doit créer des Actions de Classe B-1 et/ou d'Actions de Classe C-1 dont il déterminera les proportions de manière discrétionnaire, pour chaque Action de Classe A-2 créée, le Gérant doit créer une proportion équivalente d'Actions de Classe B-2 et/ou d'Actions de Classe C-2 dont il déterminera les proportions de manière discrétionnaire et ainsi de suite (les sous-catégories sont désignées ci-après comme la Sous-Catégorie 1, la Sous-Catégorie 2, et ainsi de suite - et ensemble désignées comme les Sous-Catégories et chacune individuellement, une Sous-Catégorie).

Art. 10. Chaque Sous-Catégorie doit correspondre à un investissement spécifique, à savoir le portefeuille d'actifs auquel la Sous-Catégorie fait référence (les Investissements).

Art. 11. Le Gérant de la Société doit indiquer dans ses résolutions, pour chaque Sous-Catégorie spécifique, les Investissements auxquels elle se rapporte.

Titre IV. Capital autorise

Art. 12. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de la réunion des Actionnaires, conformément aux dispositions relatives à la modification des Statuts.

Art. 13. Le capital autorisé, excluant le capital souscrit, est fixé à deux cent millions d'Euro (EUR 200.000.000,-) pouvant être représenté par des Actions de Classe A et/ou des Actions de Classe B et/ou des Actions de Classe C, au choix du Gérant.

Le Gérant peut, à sa seule discrétion, augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé et est autorisé et habilité à:

- réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs tranches successives, par l'émission de nouvelles Actions de n'importe quelle catégorie, contre paiement en numéraire ou en nature;

- déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, le montant de la prime d'émission liée aux Actions, le cas échéant, les termes et conditions de la souscription et libération des nouvelles Actions;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- émettre des Actions de Classe A et/ou des Actions de Classe B et/ou des Actions de Classe C de chaque Sous-Catégorie sans droit préférentiel de souscription pour les détenteurs d'Actions de Classe A et/ou d'Actions de Classe B;

- changer la dénomination des Actions de Classe A et/ou des Actions de Classe B et/ou des Actions de Classe C non souscrites en une nouvelle classe d'Actions aussi longtemps que les termes de cette nouvelle Classe d'Actions n'est pas plus favorable que ceux des Actions de Classe A et/ou des Actions de Classe B et/ou des Actions de Classe C.

Le Gérant peut déléguer à toute personne autorisée le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement concernant les Actions et représentant une partie ou la totalité du montant de cette augmentation de capital.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq (5) ans à compte de la date de publication de cet acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires concernant les Actions relatives au capital autorisé qui n'ont pas été émises par le Gérant.

Suite à chaque augmentation du capital social souscrite, réalisée, et dûment constatée dans les formes prévues par la Loi, l'Article 5 des Statuts sera modifié afin de refléter l'augmentation de capital, cette modification sera enregistrée en forme authentique par le Gérant ou par toute personne dûment autorisée et habilitée par le Gérant à cet effet.

Titre V. Cession d'actions

Art. 14. Toute Action de Classe D appartenant au Gérant ne peut être cédée qu'à un gérant remplaçant ou additionnel ayant une responsabilité illimitée.

Excepté concernant les cessions (incluant la vente, assignement, transfert, échange, apport, nantissement, hypothèque ou tout autre aliénation ou charge consentie par un Actionnaire sur ses Actions dans la Société ou de toute partie ou des intérêts bénéficiaires de celles-ci - ci-après désigné comme le(s) Cession(s)) énoncées dans le présent article, les Actions ne sont pas librement transmissibles, toute Cession d'Actions de Classe A et/ou d'Actions de Classe B et/ou d'Actions de Classe C de toute Sous-Catégorie à un non-Actionnaire pour toute raison que ce soit devant être soumise à l'approbation écrite préalable du Gérant.

Au cas où un Actionnaire propose de Céder ses Actions à un tiers, cet Actionnaire doit notifier, par écrit, au Gérant, son intention de Céder ses Actions par lettre recommandée avec accusé de réception (la Lettre de Notification), cette lettre devant énoncer le nom complet, l'adresse et le domicile fiscal du cédant et du cessionnaire, le nombre d'Actions (les Actions Proposées) que le cédant souhaite

Céder, leurs numéros d'enregistrement, et le prix offert pour les Actions Proposées. La Lettre de Notification doit être contresignée par le cessionnaire.

Le Gérant doit, dans les trente (30) jours ouvrés (à comprendre comme s'agissant des jours durant lesquels les institutions bancaires de la ville de Luxembourg sont généralement ouvertes pour des opérations commerciales, ci-après les Jours Ouvrés) suivants la réception de la Lettre de Notification, notifier au cédant son accord ou non quant à la Cession. Le Gérant a toute latitude pour prendre cette décision et n'est pas tenu de motiver sa décision. Si le Gérant ne donne pas avis de son refus (l'Avis de Refus) durant la période mentionnée ci-dessus, il est réputé avoir accepté la Cession proposée.

Si le Gérant émet un Avis de Refus, il doit notifier en même temps tous les autres Actionnaires, de l'intention de l'Actionnaire cédant de Céder ses Actions (l'Avis de Cession). Les autres Actionnaires ont dès lors la possibilité d'acheter ces Actions pendant une période de quinze (15) Jours Ouvrés, aux mêmes conditions que celles fixées pour la cession des Actions Proposées.

Si un ou plusieurs Actionnaires offrent d'acheter les Actions Proposées, ils doivent en informer le Gérant, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les dix (10) Jours Ouvrés suivants l'envoi de l'Avis de Cession par le Gérant. Cet avis doit mentionner le nombre d'Actions que chacun d'eux offre d'acheter ainsi que le prix d'achat correspondant à ces Actions.

Au cas où les Actionnaires n'offrent pas d'acheter toutes les Actions Proposées par l'Actionnaire Cédant, les Actions Proposées peuvent dès lors être cédées à tout tiers, aux mêmes termes et conditions que ceux fixés dans la Lettre de Notification.

La Cession deviendra effective et liera et sera seulement enregistrée dans le registre d'Actionnaires de la Société par le Gérant quand (i) le cessionnaire aura adhéré à tous les accords en vigueur qui régissent les relations entre les Actionnaires et la Société ainsi qu'entre les Actionnaires entre eux et (ii) quand le cessionnaire aura accepté par écrit de reprendre tous les droits et obligations initialement souscrits par l'Actionnaire cédant, comme, mais sans être limité à, l'adhésion aux Statuts.

Pour éviter toute ambiguïté, doit être considéré au titre du présent Article comme une Cession tout changement de contrôle affectant tout Actionnaire à tout moment. Constitue un changement de contrôle (le Changement de Contrôle) la situation dans laquelle le pouvoir de diriger ou de faire diriger la gestion et la politique d'une entité détenant des Actions de la Société, que ce soit par la détention de titres avec droit de vote ou par l'appartenance au conseil de gérance ou d'administration de cette entité, par contrat ou autre, est transféré d'une personne physique, société de personnes, société de capital, entité juridiquement non constituée, association, fonds, fiducie ou toute autre entité (chacune une Personne), a une autre Personne, pour quelque raison que ce soit.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 15. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'un des Actionnaires.

Titre VI. Administration

Art. 16. La Société est gérée par le Gérant.

Le Gérant peut seulement être remplacé par l'accord unanime de tous les Actionnaires.

Art. 17. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent Article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant, représenté par des représentants dûment nommés ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant.

Le Gérant a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi les membres de son propre organe de gestion ou non, actionnaires de la Société ou non.

Art. 18. Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être couvertes par les actifs de la Société.

Les détenteurs d'Actions Ordinaires s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'Actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

Aucune convention ou autre transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourra être affectée ou annulée par le fait que le Gérant ou un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir du Gérant auraient un intérêt dans telle autre société ou firme ou par le fait qu'ils seraient administrateurs, associés, directeurs, fondés de pouvoir ou employés de cette autre société ou firme. Tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir du Gérant qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires sera, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en toutes matières relatives à de pareils contrats ou pareilles affaires.

Titre VII. Assemblée générale des actionnaires

Art. 19. L'assemblée générale des Actionnaires de la Société représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs pour ordonner, faire ou ratifier les actes relatifs aux opérations de la Société, sous réserve que, sauf si les Statuts en disposent autrement, une résolution ne sera valablement adoptée que si elle est approuvée par le Gérant.

L'assemblée générale des Actionnaires est convoquée par le Gérant. Les assemblées générales d'Actionnaires seront convoquées par une convocation donnée par le Gérant indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé au moins huit (8) jours avant la date prévue pour la réunion à chaque Actionnaire à l'adresse des

Actionnaires telle qu'inscrite au registre des Actions nominatives, sous réserve, toutefois, que toutes les Actions soient nominatives.

L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième mercredi du mois de mai à 11.00 heures CET, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se réunit le premier Jour Ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales d'Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les convocations.

Tout Actionnaire de la Société peut participer par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à l'assemblée.

Les Statuts pourront être modifiés, sous condition de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi et les Statuts.

Titre VIII. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 20. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant, qui prépare aussi un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout Actionnaire peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 22. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société ou de chaque Sous-Catégorie, selon les cas, affectés à la mise en place d'une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Sous-titre I er . Calcul des bénéfices

Art. 23. Sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi et la pratique comptable courante), la Société déterminera à la fin de chaque année sociale un résultat pour chaque Sous-Catégorie d'Actions existante, le cas échéant, comme suit:

Le résultat de chaque Sous-Catégorie sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit en relation avec l'Investissement(s) particulier auquel se rapporte cette Sous-Catégorie (y compris les plus-values, bonis de liquidation, distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de cet Investissement(s) (y compris les honoraires, coûts, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

Tous produits et dépenses non attribués à un Investissement en particulier seront alloués entre les différentes Sous-Catégories proportionnellement aux Actions émises.

Les Associé(s) approuvent ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi et la pratique courante.

Sous-titre II. Cascade

Art. 24. Après déduction de toutes les dépenses et allocations sur le bénéfice de chaque Sous-Catégorie en accord avec le «Sous-Titre I. Calcul des Bénéfices» que la Gérant jugera nécessaire en prenant en compte les principes de prudence et de bonne gestion, la Société doit procéder à des distributions (sous toute forme, que ce soit une distribution de bénéfices, une réduction de capital et/ou un boni de liquidation) aux Actionnaires qui seront déterminés, toujours sous réserve des dispositions de la Loi, dans l'ordre de priorité suivant jusqu'à épuisement des sommes distribuables et du boni de liquidation disponible dans chaque Sous-Catégorie (la Distribution en Cascade), étant noté que les principes énoncés ci-dessous doivent s'appliquer séparément à chaque Sous-Catégorie (par exemple aux Actions de Classe A-1, aux Actions de Classe B-1 et/ou aux Actions de Classe C-1, le cas échéant, pour la Sous-Catégorie 1; aux Actions de Classe A-2, aux Actions de Classe B-2 et/ou aux Actions de Classe C-2, le cas échéant, pour la Sous-Catégorie 2; et ainsi de suite):

- premièrement, aux détenteurs d'Actions de Classe A jusqu'à ce qu'ils aient reçus un montant correspondant à celui de leur apport en capital (y compris, pour éviter toute ambiguïté, toute prime d'émission payée sur celle-ci);

- deuxièmement, aux détenteurs d'Actions de Classe B jusqu'à ce qu'ils aient reçus un montant correspondant à celui de leur apport en capital (y compris, pour éviter toute ambiguïté, toute prime d'émission payée sur celle-ci);

- troisièmement, aux détenteurs d'Actions de Classe C jusqu'à ce qu'ils aient reçus un montant correspondant à celui de leur apport en capital (y compris, pour éviter toute ambiguïté, toute prime d'émission payée sur celle-ci);

- quatrièmement, aux détenteurs d'Actions de Classe A jusqu'à ce qu'ils réalisent un retour sur investissement de huit pourcent (8%) par an, sur le montant total de leur apport en capital. Aux fins du calcul de ce retour sur investissement, tous les paiements, que ce soit en numéraire ou en nature, versés à ces Actionnaires doivent être pris en compte afin de réduire la base de cette rémunération, quel que soit leur nature;

- cinquièmement, aux détenteurs d'Actions de Classe B jusqu'à ce qu'ils aient reçus vingt pourcent (20%) du (i) bénéfice net réalisé moins (ii) le montant total de l'apport en capital effectué;

- sixièmement, aux détenteurs d'Actions de Classe C jusqu'à ce qu'ils aient reçus dix pourcent (10%) du (i) bénéfice net réalisé moins (ii) le montant total de l'apport en capital effectué;

- enfin, le bénéfice net sera distribué pari passu en fonction de la participation détenue par chaque Actionnaire dans la Sous-Catégorie concernée au moment où la distribution est effectuée.

Sous-titre III. Dividendes intérimaires et Versement de dividendes

Art. 25. Des dividendes intérimaires peuvent être versés par le Gérant en respectant (i) les conditions et modalités prévues par la Loi et (ii) les conditions mentionnées ci-dessus.

Art. 26. Le versement de distributions doit être fait aux Actionnaires à l'adresse mentionnée dans le registre d'Actionnaire. Les distributions peuvent être payées dans la devise et au moment et à l'endroit que la Gérant déterminera de temps à autre.

L'assemblée générale des Actionnaires peut décider de distribuer des dividendes en actions, à la place de dividendes en numéraire, selon les modalités et conditions prescrites par l'assemblée générale.

Titre IX. Dissolution, Liquidation

Art. 27. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre X. Disposition générale

Art. 28. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les actions ont été souscrites et libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Action	Libération	Pourcentage libéré sur les Actions
Mr. Louis Duquesne, prénommé	1 Class A Shares	EUR 0.25	25%
Antinea Investissements, prénommée	15.499 Class B Share	EUR 3.874,75	25%
Antinea Investissements, prénommée	15.499 Class C Share	EUR 3.874,75	25%
Antinea Capital S.à r.l., prénommée	1 Class D Share	EUR 1,00	100%
Total:	31.000	EUR 7.750,75	N/A

Le montant de sept mille sept cent cinquante Euro et soixante-quinze cents (EUR 7.750,75) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Décisions des actionnaires

Les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

1. La société suivante est l'Actionnaire commandité et Gérant de la Société pour une durée illimitée:

- Antinea Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

2. La personne suivante est nommée réviseur d'entreprises agréé pour une durée qui prendra fin à la date d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013:

- Fiduciaire Patrick Sganzerla Société à responsabilité limitée, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg et en enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.848.

3. L'adresse du siège social est fixée au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celle-ci a signé le présent acte avec Nous, Notaire.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 janvier 2013. Relation: EAC/2013/1415. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013020396/640.

(130024485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Unitas S.A., Société Anonyme Holding,

(anc. Unitas S.A. SPF).

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 10.404.

—

L'an deux mille douze, le treize décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "UNITAS S.A. SPF", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 10404, constituée suivant acte reçu par Maître Roger WURTH, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 26 septembre 1972, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 178 du 2 novembre 1972,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 542 du 23 mars 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame. Manette OLSEM, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Abandon avec effet immédiat du régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), et adoption de l'objet social général des sociétés de participations financières (Soparfi).

2. Modification de l'article 1 er des statuts pour lui donner la teneur suivante: "Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme dénommée "UNITAS S.A."."

3. Changement du libellé de l'objet social (article 3 des statuts) pour lui donner la teneur suivante: "La société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matière économique, commerciale et financière ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilière se rattachant à directement ou indirectement à son objet; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés; elle pourra emprunter sous toutes les formes; elle pourra en outre investir dans l'acquisition de marques, brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature que se soit et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement."

4. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'abandonner avec effet immédiat le régime fiscal sur les sociétés anonymes régies par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), et décide d'adopter l'objet social général des sociétés de participations financières (Soparfi).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 1 er des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1 er .** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme dénommée "UNITAS S.A."."

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et de donner en conséquence à l'article 3 des statuts la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matière économique, commerciale et financière ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilière se rattachant à directement ou indirectement à son objet; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés; elle pourra emprunter sous toutes les formes; elle pourra en outre investir dans l'acquisition de marques, brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature que se soit et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement."

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président ajourne l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J-M. POOS, M. OLSEM, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2012 LAC/2012/60594. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Référence de publication: 2013020322/91.

(130023647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

FGP IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.640.

—

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of December,

Before Us, Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch sur Alzette, Grand Duchy of Luxembourg;

There appeared:

Freo Germany II Partners (SCA) SICAR, an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque), formed as a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), registered with the Luxembourg register for commerce and trade under number R.C.S. Luxembourg B 123.906, having its registered office at L-1331 Luxembourg 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, duly represented by its managing general partner Freo Investment Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at EBBC 6D, route de Trèves L-2633 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123.898 with a share capital of EUR 12,600,

duly represented by Jeannette Vaude-Perrin, Maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of FGP IV S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, which is registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 120.177, with a share capital of EUR 12,600 (the "Company"),

The appearing party, representing the entire share capital of the Company, then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Modification of the required quorum of category A managers in order for the board of managers to validly deliberate and act;

2. Subsequent modification of article 9.5 of the articles of incorporation which shall read as follows:

" **9.5.** Except where a greater majority is required under any joint venture agreement entered into between the members from time to time, the board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one Category A manager. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast including at least one Category A manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting"; and

3. Miscellaneous.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Sole Shareholder, requested the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to modify the number of Category A managers which shall be present or represented in order for the board of managers to validly deliberate and act in presence of at least one category A manager.

Second resolution:

Further to the adoption of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves that article 9.5 of the articles of incorporation of the Company shall be amended in order to henceforth read as follows:

" **9.5.** Except where a greater majority is required under any joint venture agreement entered into between the members from time to time, the board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one Category A manager. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast including at least one Category A manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, which proxyholder signed together with us, the notary, this original notarial deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt-et-unième jour du mois de décembre,

Par-devant Maître Francis Kesseler, notaire demeurant à Esch sur Alzette, Grand-Duché de Luxembourg;

A comparu:

Freo Germany II Partners (SCA) SICAR.., une société en commandite par actions organisée sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 123.906,

Dûment représentée par Jeannette Vaude-Perrin, Maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante est l'actionnaire unique (l'Actionnaire unique) de FGP IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L -1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 138.640 (la Société),

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite revu l'ordre du jour suivant (l'Ordre du jour):

Ordre du jour

1. Modification du quorum requis de gérants de catégorie A afin que le conseil de gérance puisse délibérer et agir valablement.

2. Modification substantielle de l'article 9.5 des statuts qui doivent être lus de la manière suivante:

«A l'exception des cas où une majorité plus grande est requise pour tout accord de partenariat entre les gérants de temps à autre, le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si seulement une majorité de ses membres est présente ou représentée, incluant au moins un gérant de catégorie A. Les résolutions du conseil de gérance sont valablement prises à la majorité des voix exprimées, incluant au moins un gérant de catégorie A. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux qui seront signés par tous les gérants présents ou représentés au conseil»; et

3. Divers.

Après avoir revu les différents éléments composant l'Ordre du jour, l'Actionnaire unique a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire unique décide de modifier le nombre de gérants de catégorie A qui doivent être présents ou représentés afin que le conseil de gérance puisse valablement délibérer et agir en présence d'au moins un gérant de catégorie A.

Deuxième résolution

Suite à l'adoption de la résolution précédente, l'Actionnaire unique décide que l'article 9.5 des statuts de la Société doit être modifié afin d'être lu de la manière suivante:

«A l'exception des cas où une majorité plus grande est requise pour tout accord de partenariat entre les gérants de temps à autre, le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si seulement une majorité de ses membres est présente ou représentée, incluant au moins un gérant de catégorie A. Les résolutions du conseil de gérance sont valablement prises à la majorité des voix exprimées, incluant au moins un gérant de catégorie A. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux qui seront signés par tous les gérants présents ou représentés au conseil.»

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, le jour qu'en tête des présentes.

Le document, ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce-dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte en original.

Signé: Vaude-Perrin, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17746. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013019893/112.

(130023480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Turret Funding & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 127.917.

—

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013024943/12.

(130030224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck